

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1267

29 mai 2013

SOMMAIRE

249 Saint Denis	60777	MHS Capital S.à r.l.	60776
Arepo BH. S.à r.l.	60770	Michel Greco S.A.	60778
Artisia S.A.	60772	Millennium Sicav	60776
Axiome Audit S.à r.l.	60774	Motorola Solutions Holding S.à r.l.	60771
Biomar Biologics S.A.	60789	M.T.S. Luxembourg S.A.	60773
BlueMountain Montenvers FF SCA	60813	Multiestate S.A.	60776
CETP II Vienna Finance S.à r.l.	60770	MW Invest S.A.	60815
Charlie Shipping S.A.	60771	Natixis Allocations CI Luxembourg S.A.	60775
Charterhouse TVC	60772	Oceanis S.A.	60777
EF Education First, S.à r.l.	60772	Pearson Luxembourg N°. 2.	60771
Engcap Lux QAIQ, S.à r.l.	60770	Perfect Body Luxembourg S.à r.l.	60775
Financière Européenne des Retail Parks	60774	Rowan Holdings Luxembourg S.à r.l.	60772
GMT Global Multi-Strategy	60813	Scoly S.A.	60778
Go Between Services S.A.	60816	Sevens Beteiligung S.à r.l.	60779
Go Between Services S.à r.l.	60816	Socoges	60778
Guineu Inversio S.A.	60772	Sokaris Shipping S.A.	60770
Hadrian S.à r.l.	60816	Sophielux 1	60773
Herald Level 1 Lux Holding S.à r.l.	60773	Sophielux 2	60773
Hillenbrand Luxembourg S.à r.l.	60771	Specialized Lux. Investments S.A., SICAV- FIS	60800
Interstate Europe	60815	Symmetria SA	60774
Main Tower Development S.à r.l.	60774	Tiki-Nui Automation S.A.	60777
Manema S.A.	60775	Venn Capital S.à r.l.	60779
Maputo Company S.A.	60774	Wazzamba SA	60773
Maputo Company S.A.	60775		

Arepo BH. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 145.175.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 30 novembre 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 31 décembre 2012.

Francis KESSELER
NOTAIRE

Référence de publication: 2013044195/13.

(130053350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2013.

CETP II Vienna Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 171.970.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 30 novembre 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 31 décembre 2012.

Francis KESSELER
NOTAIRE

Référence de publication: 2013044201/13.

(130053329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2013.

Engcap Lux QAIQ, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 132.322.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 30 novembre 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 31 décembre 2012.

Francis KESSELER
NOTAIRE

Référence de publication: 2013044203/13.

(130053357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2013.

Sokaris Shipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5560 Remich, 11, rue Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 152.267.

Auszug aus dem Protokoll der Ordentlichen Generalversammlung Abgehalten am Firmensitz Ausserordentlich am 29. März 2013 um 11.00 Uhr

Das Mandat des Aufsichtskommissars EWA REVISION S.A., eingeschrieben im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 38 937 wird ersetzt durch die Firma FIRELUX S.A., eingeschrieben im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 84 589, mit Sitz in L – 9053 Ettelbruck, 45, Avenue J.F. Kennedy.

Dieses Mandat endet bei der ordentlichen Generalversammlung die im Jahre 2015 statt finden wird.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Der Verwaltungsrat

Référence de publication: 2013046436/15.

(130056578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Hillenbrand Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 160.056.

Statuts coordonnés, suite à de l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 29 novembre 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 28 décembre 2012.

Francis KESSELER
NOTAIRE

Référence de publication: 2013044207/13.

(130053360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2013.

Motorola Solutions Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 171.997.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 30 novembre 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 31 décembre 2012.

Francis KESSELER
NOTAIRE

Référence de publication: 2013044211/13.

(130053322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2013.

Pearson Luxembourg N° 2., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 17, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 100.148.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 28 novembre 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 28 décembre 2012.

Francis KESSELER
NOTAIRE

Référence de publication: 2013044214/13.

(130053343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2013.

Charlie Shipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 151.193.

Extrait de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en date du 04 mars 2013:

L'assemblée générale ordinaire a pris la résolution suivante:

- Décide de nommer Compagnie Européenne de Révision Sàrl, inscrite au registre de commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro de RC B37039, dont le siège social est situé 15, Rue des Carrefours à L-8124 BRIDEL, en tant que commissaire aux comptes.

Cette décision est prise avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013047202/15.

(130057830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Rowan Holdings Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 167.846.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 30 novembre 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 31 décembre 2012.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013044215/13.

(130053335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2013.

Artisia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 125.327.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 8 avril 2013.

Référence de publication: 2013044800/10.

(130055153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

Charterhouse TVC, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 124.503.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 66204 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013044845/10.

(130055133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

EF Education First, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 99.916.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 8 avril 2013.

Référence de publication: 2013044929/10.

(130055172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

Guineu Inversio S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1368 Luxembourg, 40, rue du Curé.

R.C.S. Luxembourg B 38.932.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 12 mars 2013.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2013044997/11.

(130055269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

Herald Level 1 Lux Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 114.435.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2013.

Référence de publication: 2013045006/10.

(130055236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

Sophielux 1, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 173.843.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 66198 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013045282/10.

(130055176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

Sophielux 2, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 173.828.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 66199 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013045283/10.

(130055199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

Wazzamba SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 144.233.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2013.

Référence de publication: 2013045341/10.

(130055150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

M.T.S. Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8437 Steinfort, 66, rue de Koerich.

R.C.S. Luxembourg B 167.890.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013045652/14.

(130055308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

Axiome Audit S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 78.429.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 9 avril 2013.

Référence de publication: 2013045418/10.

(130055456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

Financière Eurepa, Financière Européenne des Retail Parks, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 174.364.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 8 avril 2013.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2013045534/11.

(130055416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

Symmetria SA, Société Anonyme.

Siège social: L-3960 Ehrlange-sur-Mess, 10A, rue du Centre.
R.C.S. Luxembourg B 132.644.

Les statuts coordonnés au 29/03/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 09/04/2013.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2013045790/12.

(130055451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

Maputo Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 113.287.

Aux actionnaires

J'ai le regret de vous informer que je renonce par la présente à mes fonctions d'Administrateur dans votre société,
avec effet immédiat.

Le 28 mars 2013.

L. MORESCHI.

Référence de publication: 2013048027/11.

(130058261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Main Tower Development S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.
R.C.S. Luxembourg B 107.637.

À l'associé unique

Je suis au regret, par la présente, de vous remettre ma démission en tant que gérant de catégorie À de votre société.
Luxembourg, le 15 avril 2013.

Mr Shukat VALITOV.

Référence de publication: 2013048022/10.

(130058863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Manema S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 134.477.

L'adresse du commissaire aux comptes, AUDIEX S.A., est désormais la suivante:

9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 avril 2013.

Référence de publication: 2013048025/11.

(130058787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Maputo Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 113.287.

Aux actionnaires

J'ai le regret de vous informer que je renonce par la présente à mes fonctions d'Administrateur dans votre société, avec effet immédiat.

Le 28 mars 2013.

A. CINARELLI.

Référence de publication: 2013048029/11.

(130058261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Natixis Allocations CI Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 160.569.

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de la Société tenue en date du 21 mars 2013 qu'il a été décidé de transférer le siège social de la Société du 25A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg au 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Fait à Luxembourg, le 10 avril 2013.

Certifié conforme et sincère

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2013048054/14.

(130059005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Perfect Body Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 6-12, place d'Armes.
R.C.S. Luxembourg B 167.666.

Extrait du 10 avril 2013

CHANGEMENT D'ADRESSE

La gérance de la société Perfect Body Luxembourg S.à r.l. porte à la connaissance du public le changement d'adresse de:

Madame Marilda Irène Ajala Lopes, née le 4 février 1973 à Amambai (Brésil),
associée et de gérante administrative de la société Perfect Body Luxembourg S.à r.l.,
qui réside dorénavant à: L-1549 Luxembourg, 6 rue des Frênes

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 avril 2013.

Alex Hoffmann / Marilda Irène Ajala Lopes

Gérant technique / Gérante administrative

Référence de publication: 2013048099/18.

(130058941) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Multiestate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 19, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 44.220.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue à Luxembourg en date du 09 avril 2013 que:

1. L'Assemblée confirme la démission de Mr Jorge SALEMA GARCAO JOSE DE MELO, né le 11 juillet 1973 à Prazeres, Portugal, demeurant à 31 B 2A Rua Bica Marques, 1300-087 Lisbonne, Portugal, en tant qu'administrateur de la société.

2. L'Assemblée confirme la nomination de Mr. Manuel ALFREDO CUNHA JOSE DE MELO, demeurant à Rua Jardim Estrela, 28, Casa 4.3 A B, Lisbonne 1350-184, Portugal, en tant qu'administrateur de la société depuis le 1^{er} janvier 2013 jusqu'à l'Assemblée Générale des Actionnaires en 2016.

Fait à Luxembourg, le 15 avril 2013.

Pour Hoogewerf & Cie

Agent domiciliaire

Référence de publication: 2013048049/17.

(130058955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

MHS Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 166.615.

—
On 19th September 2012, ten thousand (10,000) shares of the Company issued and outstanding as of this date, have been transferred from Compagnie Financière MKBHS S.A. to Pentalpha Sàrl., a private limited liability company under the laws of Luxembourg, having its registered office at 6A route de Trèves, L-2633 Senningerberg, and registered with the Luxembourg Trade Registry under number B171 746.

Traduction pour les besoins de l'enregistrement

En date du 19 septembre 2012, dix mille (10,000) parts sociales de la Société, émises et en circulation à cette date, ont été transférées par Compagnie Financière MKBHS S.A. à Pentalpha Sàrl, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, domiciliée à 6A route de Trèves, L-2633 Senningerberg, et enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B171 746.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013048038/17.

(130058329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Millennium Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 71.571.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 avril 2013

En date du 11 avril 2013, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- d'accepter la démission, avec effet au 12 décembre 2012, de Monsieur Acácio Jaime Liberado Mota Piloto en qualité d'Administrateur,

- de ratifier la cooptation de Monsieur Rui Manuel Alexandre Lopes, en tant que nouvel administrateur en date du 19 décembre 2012, en remplacement de Monsieur Acácio Jaime Liberado Mota Piloto, démissionnaire,

- de renouveler les mandats de Monsieur Rui Manuel Alexandre Lopes, de Monsieur José Maria de Oliveira da Cunha et de Monsieur Pedro Monteiro Cristiano Casquinho en qualité d'Administrateurs, pour une durée d'un an, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2014.

Luxembourg, le 12 avril 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Millennium Sicav

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2013048015/20.

(130058986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Oceanis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 114.298.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 12 avril 2013

Monsieur HEITZ Jean- Marc est révoqué de ses fonctions d'administrateur.

Monsieur VEGAS-PIERONI Louis, expert-comptable, né le 26.09.1967 à Fameck (France), domicilié professionnellement au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, est nommé nouvel administrateur. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2015.

Pour extrait sincère et conforme
OCEANIS S.A.
Régis DONATI
Administrateur

Référence de publication: 2013048069/17.

(130058630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

249 Saint Denis, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 111.937.

—
Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration du 21 Mars 2013

- Il est pris acte de la démission de Monsieur Kevin DE WILDE de son mandat d'Administrateur avec effet au 22 Mars 2013.

- Monsieur Ahcène BOULHAIS, employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est coopté en tant qu'Administrateur en remplacement de Monsieur Kevin DE WILDE, démissionnaire, avec effet au 22 Mars 2013, et ce pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur, mandat venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2017.

- Conformément aux dispositions de l'article 64 (2) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les Administrateurs élisent Monsieur Ahcène BOULHAIS, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg en tant que Président du Conseil d'Administration jusqu'au terme de son mandat à savoir l'Assemblée Générale Statutaire qui se tiendra en 2017.

Luxembourg, le 21 Mars 2013.

249 SAINT DENIS S.A.
C. FRANCOIS / K. DE WILDE / L. SCHUL
Administrateur / Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013048270/22.

(130058591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Tiki-Nui Automation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 2A, rue Jean Engling.
R.C.S. Luxembourg B 94.578.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 5 février 2013

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au siège social de la société en date du 5 février 2013 que:

«Résolution unique

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société de L-1466 Luxembourg, 8, rue Jean Engling à L-1466 Luxembourg, 2A, rue Jean Engling.»

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 avril 2013.

Référence de publication: 2013048236/15.

(130058203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Scoly S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 125.674.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 19 février 2013 que l'assemblée des actionnaires décide d'accepter la démission de Mademoiselle Delphine Poillot de son mandat d'administrateur avec effet au 19 février 2013.

L'assemblée générale des actionnaires décide de nommer Monsieur Fabrice Louette, né le 22 septembre 1971 à Chênée (Belgique), demeurant 15, Avenue de la Laiterie, B-4000 Liège, en tant que nouvel administrateur en remplacement de l'administrateur démissionnaire, avec effet au 19 février 2013.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2015.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013048172/17.

(130058229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Socoges, Société Anonyme.

Siège social: L-2714 Luxembourg, 2, rue du Fort Wallis.
R.C.S. Luxembourg B 31.672.

—
EXTRAIT

Changements d'adresse

Le Conseil d'Administration prend acte du changement d'adresse de Monsieur Christophe BLONDEAU, administrateur et de Monsieur Jean-Pierre KESY, Commissaire aux Comptes qui est désormais au 163 rue du Kiem, L-8030 Strassen (Luxembourg).

Pour *SOCOGES S.A.*

Référence de publication: 2013048183/13.

(130058720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Michel Greco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2668 Luxembourg, 1, rue Julien Vesque.
R.C.S. Luxembourg B 38.255.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale du 2 avril 2013 a renouvelé le mandat des administrateurs:

- Monsieur Paul Peckels, administrateur, Président, demeurant professionnellement au 38, place de la Gare, L-1616 Luxembourg;
- Monsieur Jean-Marie Schanck, administrateur, demeurant professionnellement au 8a, avenue Monterey, L-2020 Luxembourg;
- Monsieur Michel Greco, administrateur et délégué à la gestion journalière, demeurant professionnellement au 1, Rue Julien Vesque, L-2668 Luxembourg;
- Monsieur Manuel Hack, administrateur, demeurant professionnellement au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg;
- Monsieur Joseph Hoffmann, administrateur, demeurant professionnellement au 38, place de la Gare, L-1616 Luxembourg.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 avril 2013.

Pour *MICHEL GRECO S.A.*

Société anonyme

Référence de publication: 2013046860/24.

(130056980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2013.

Sevens Beteiligung S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 152.113.

Auszug aus dem schriftlichen Gesellschafterbeschluss der Gesellschaft vom 11. April 2013

Aufgrund eines schriftlichen Gesellschafterbeschlusses der Gesellschaft vom 11. April 2013 hat es folgende Änderungen in der Geschäftsführung der Gesellschaft gegeben:

- Herr Dr. Thomas Goergen wurde mit Wirkung zum 11. April 2013 als Geschäftsführer der Gesellschaft abberufen.
- Herr Christian Bäumer, geboren am 11. Juli 1974 in Dortmund (Deutschland), geschäftlich ansässig in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg wurde als neuer Geschäftsführer der Gesellschaft mit Wirkung zum 11. April 2013 auf unbestimmte Zeit ernannt.

Référence de publication: 2013048157/15.

(130058120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Venn Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 176.627.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the ninth day of April,

Before Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Siem Europe S.à r.l. a private limited liability company, having its registered office at 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 104129;

here represented by Ms Lorène RIBIER, employee, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal on 5 April 2013.

Such power of attorney, after having been signed ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The appearing party, represented as described above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "Venn Capital S.à r.l." (hereafter the "Company"). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the "Law"), and these articles of association (the "Articles").

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers of the Company. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles in article 11.2(vii) hereof.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers of the Company. Where the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The purpose of the Company is the acquisition, and as the case may be, the disposal of, participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner, and as the case may be, sell, transfer or otherwise dispose of, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management, control, sale or transfer of any

company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.3. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate property, including, without limitation, the acquisition and management of a portfolio of real estate rights, or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one (1) or several shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1 The Company's capital is set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value of one euro (EUR 1.-) each.

5.2 In addition to the share capital, the Company may have free share premium or other reserve accounts, into which any premium paid on any share or class of shares or reserve allocated to any share or class of shares is transferred and the balance on which each corresponding holder(s) has exclusive entitlement to, it being understood that any amount of share premium paid in relation to the issue of any share or class of shares or any amount of reserve allocated to any share or class of shares, shall be reserved and repaid to the holder of such share or class of shares, in case of a decision to repay or otherwise proceed with the reimbursement of such share premium or reserve (whether directly or in relation to a decrease of the share capital, the repurchase of own shares, liquidation or any other transaction whatsoever resulting in a reimbursement of share premium or reserve).

5.3. The share capital may be increased or decreased one (1) or several times by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles in article 11.2(vii) hereof.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares shall be indivisible and the Company shall recognise only one (1) owner per share.

6.2. Shares shall be freely transferable among shareholders.

Where the Company has a sole shareholder, shares shall be freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one (1) shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties shall be subject to the prior approval of the shareholders representing at least three-quarters (3/4) of the share capital.

The transfer of shares to third parties by reason of a shareholder's death must be approved by the shareholders representing three-quarters (3/4) of the rights owned by the survivors.

A share transfer shall only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders shall be kept at the registered office of the Company and may be examined by each shareholder upon request.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1. The Company shall be managed by a board of managers (conseil de gérance) (the "Board") composed by manager (s) of category A and manager(s) of category B, appointed by the general meeting of the shareholders or the sole shareholder, which shall set the term of their office.

The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the shareholders or the sole shareholder.

Art. 8. Powers of the managers and Meetings of the Board.

8.1. Powers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles shall fall within the competence of the Board, who shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object set forth in article 3 hereof.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one (1) or more agents by a resolution of the Board.

8.2. Procedure

(i) The Board shall meet upon the request of any manager, at the place indicated in the convening notice which, in principle, shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which shall be set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice shall be required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager before a meeting. Separate written notices shall not be required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a written power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board may validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented with always at least one (1) manager of category A and one (1) manager of category B. Resolutions of the Board shall be validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented. The resolutions of the Board shall be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by such means shall be deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the "Managers Circular Resolutions"), shall be valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and shall bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of a manager of category A and a manager of category B.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated by a resolution of the Board.

Art. 9. Sole manager. The provisions of this article 9 shall only be applicable if, and only for so long as the Company is managed by a sole manager.

9.1. Any reference in the Articles to the Board or the managers shall be read as a reference to such sole manager, as appropriate.

9.2. The Company shall be bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated by the sole manager.

Art. 10. Liability of the managers. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and Shareholders circular resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (the "General Meeting") or by way of circular resolutions (the "Shareholders Circular Resolutions") in case the number of shareholders of the Company is less than or equal to twenty-five (25).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall sign the resolution(s). Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders shall be valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and shall bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders shall be convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than one-half (1/2) of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) calendar days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which shall be set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings shall be held at such place and time specified in the notices of the meetings.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions shall be passed by shareholders owning more than one-half (1/2) of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles may be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters (3/4) of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 12. Sole shareholder. The provisions of this article 12 shall only be applicable if, and only for so long as the Company has a sole shareholder.

12.1 The sole shareholder shall exercise all powers conferred by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and Approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board shall prepare the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

13.3. Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office of the Company.

13.4. The balance sheet and profit and loss account shall be approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

13.5. The annual general meeting, to be held only in case the Company has more than twenty five (25) shareholders, will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting on the first Monday of June at 9:30 am. If such day is a public holiday, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 14. Auditors.

14.1. In case the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the supervision of the Company shall be entrusted to one (1) or more statutory auditor(s) (commissaire(s)), who may or may not be shareholders.

14.2. The operations of the Company shall be supervised by one (1) or several external auditors (réviseurs d'entreprises), when so required by law.

14.3. The shareholders shall appoint the statutory auditor(s), if any and external auditor(s), if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The statutory auditor(s) and external auditor(s) may be re-appointed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by Law. This allocation shall cease to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is disposed of. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) such interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premiums) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the shareholders within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted by a majority (in number) of the shareholders holding three-quarters (3/4) of the share capital. The shareholders shall appoint one (1) or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by a resolution of the shareholders, the liquidators shall have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

16.2. The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications shall be made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions shall be evidenced in writing, sent by mail, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions or the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one (1) original or on several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by the Articles shall be determined in accordance with the Law and, subject to any non waivable provisions of the law, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitory provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2013.

Subscription and Payment

Thereupon the above-named party has declared to subscribe to the total of twelve thousand five hundred (12,500) shares as follows:

1) Siem Europe S.a r.l.	12,500 shares
Total:	12,500 shares

by a contribution in cash, so that the amount of twenty thousand five hundred euros (EUR 12,500) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand euro (EUR 1,000).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entire subscribed capital has passed the following resolutions:

1. The number of managers is set at five (5). The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

A. Managers of category A:

Mr. Eystein Eriksrud, deputy CEO, born on 16 February 1970 in Hamar (Norway) professionally residing at Jerpefarefaret 12, 0788 Oslo, Norway;

Mr. Simon CG Stevens, chief executive officer, born on 27 February 1952 in Maidstone (United Kingdom) professionally residing at 30 Charles II Street, London SW1Y 4AE, United Kingdom

B. Managers of category B:

Mr. Matthijs Bogers, employee, born on 24 November 1966 in Amsterdam, (the Netherlands) professionally residing at 11 -13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg;

Mr. Julien François, employee, born on 18 June 1976 in Messancy, (Belgium) professionally residing at 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg;

Mr. Stéphane Hepineuze, employee, born on 18 July 1977 in Dieppe, (France) professionally residing at 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of a Manager of category A and a Manager of category B.

2. The registered office of the Company is established in L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that, on the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his/her surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le neuf avril,

Par devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Siem Europe S.à r.l., une société à responsabilité limitée, établie et ayant son siège social au 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 104129;

représentée par Madame Lorène RIBIER, employée, avec adresse professionnelle à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 5 avril 2013.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet- Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est «Venn Capital S.à r.l.» (la «Société»). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par une résolution du conseil de gérance de la Société. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts à l'article 11.2 (vii) des présentes.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par une résolution du conseil de gérance de la Société. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise, et le cas échéant, la vente/le transfert, de participations tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière et, le cas échéant, vendre, transférer ou céder tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion, au contrôle, à la vente ou au transfert de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations

et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers, y compris notamment, l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de droits immobiliers, ou des biens mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre évènement similaire affectant un (1) ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune.

5.2 En supplément du capital social, la Société pourra avoir des comptes de prime d'émission ou tous autres comptes de réserve, sur lesquels toute prime versée en rapport avec toute part sociale ou catégorie de part sociale ou toute réserve allouée à toute part sociale ou catégorie de part sociales est transférée et sur le solde desquels le(s) associé(s) correspondant(s) ont des droits exclusifs, étant entendu que tout montant de prime d'émission versée en rapport avec l'émission de toute part sociale ou catégorie de part sociales ou tout montant de réserve alloué à toute part sociale ou catégorie de part sociales sera réservé et remboursé au détenteur de ladite part sociale ou ladite catégorie de part sociales, en cas de décision de remboursement ou autre procédé de remboursement de ladite prime d'émission ou réserve (que ce soit directement ou dans le cadre d'une diminution du capital social, le rachat de parts sociales propres, liquidation ou toute autre opération aboutissant à un remboursement de prime d'émission ou de réserve).

5.3. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit une (1) ou plusieurs fois par une résolution des associés adoptée selon la manière requise pour la modification des présents Statuts à Article 11.2 (vii).

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un (1) associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

La cession de parts sociales à un tiers par suite du décès d'un associé doit être approuvée par les associés représentant les trois-quarts (3/4) des droits détenus par les survivants.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social de la Société et peut être consulté à la demande de chaque associé.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et Révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par un conseil de gérance (le «Conseil») composé de gérant(s) de catégorie A et de gérant(s) de catégorie B, nommés par l'assemblée générale des associés ou une résolution de l'associé unique, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants peuvent ne pas être associés.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une résolution des associés ou de l'associé unique.

Art. 8. Pouvoirs des gérants et Réunion du Conseil.

8.1. Pouvoirs

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social décrit à l'article 3 des présentes.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par une résolution du Conseil à un (1) ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui, en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion avant ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration écrite à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés dont toujours au moins un (1) gérant de catégorie A et un (1) gérant de catégorie B. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute personne à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par une résolution du Conseil.

Art. 9. Gérant unique. Les dispositions de l'article 9 ne seront applicables que si, et que pour autant que, la Société est gérée par un gérant unique.

9.1. Toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3 La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute personne à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et Résolutions circulaires des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés («l'Assemblée Générale») ou par voie de résolutions circulaires (les «Résolutions Circulaires des Associés») si le nombre d'associés est inférieur ou égal à vingt-cinq (25).

(ii) Lorsque les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, un projet explicite de la ou des résolutions à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé signera la ou les résolutions. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations des assemblées.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter aux Assemblées Générales ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par les associés détenant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique. Les dispositions de l'article 12 ne seront applicables que si, et que pour autant que, la Société a un associé unique.

12.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

13.5. L'assemblée générale annuelle, qui doit se tenir uniquement dans le cas où la Société comporte plus de 25 associés, se tiendra au siège social de la Société ou à tel autre endroit indiqué dans les avis de convocations le premier lundi du mois de juin à 9h30. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 14. Auditeurs.

14.1. Lorsque le nombre d'associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), la surveillance de la Société sera confiée à un (1) ou plusieurs commissaire(s), qui peuvent être associés ou non.

14.2. Les opérations de la Société seront supervisées par un (1) ou plusieurs réviseurs d'entreprises, dans les cas prévus par la loi.

14.3. Les associés nommeront les commissaires et les réviseurs d'entreprises le cas échéant et déterminer leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne pourra dépasser six (6) ans. Les commissaires aux comptes et les réviseurs d'entreprises pourront être réélus.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société seront affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter.

15.3. Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris les primes d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des acomptes sur dividendes doit être adoptée par les associés dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et

(v) si les acomptes sur dividendes distribués dépassent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant les trois-quarts (3/4) du capital social. Les associés nomment un (1) ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, envoyées par courrier postal, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants ou des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un (1) original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la Loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2013.

Souscription et Libération

Les statuts ainsi établis, la partie susmentionnée a déclaré souscrire la totalité des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales comme suit:

1) Siem Europe S.a r.l.	12.500 parts sociales
Total:	12.500 parts sociales

par un apport en numéraire, de sorte que le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent à environ mille euros (EUR 1.000).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société représentant l'intégralité du capital social souscrit a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre de gérants est fixé à cinq (5). Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

A. Gérants de catégorie A:

Monsieur Eystein Eriksrud, deputy CEO, né le 16 février 1970 à Hamar (Norvège) born on 16 February 1970, demeurant professionnellement à Jerpfareet 12, 0788 Oslo, Norvège;

Monsieur Simon CG Stevens, chief executive officer, né le 27 février 1952 à Maidstone (Royaume Uni) demeurant professionnellement à 30 Charles II Street, London SW1Y 4AE, Royaume-Uni;

B. Gérants de catégorie B:

Monsieur Matthijs BOGERS, employé, né le 24 novembre 1966 à Amsterdam (Pays-Bas), demeurant professionnellement au 11 -13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg;

Monsieur Julien François, employé, né le 18 juin 1976 à Messancy, (Belgique) demeurant professionnellement au 11 -13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg;

Monsieur Stéphane Hepineuze, employé, né le 18 juillet 1977 à Dieppe, (France) demeurant professionnellement au 11 -13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

La Société est valablement engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B.

2. Le siège social de la Société est établi à L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte

Signé: L. RIBIER, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 10 avril 2013. Relation: LAC/2013/16454. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 avril 2013.

Référence de publication: 2013049512/546.

(130060426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2013.

Biomar Biologics S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 176.622.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the 11th of April.

Before us Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

1. LADY HOLDING S.A., a société anonyme duly formed and validly existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with the registered office in L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames, R.C.S. Luxembourg B 89046, hereafter represented by Me Charles DURO and by Me Marianne GOEBEL in their capacity as directors.

Such appearing person, in the capacity in which it acts, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company:

Art. 1. Formation. There is formed a joint stock company ("the Company") organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg ("the Laws") and by the present articles of association ("the Articles").

Art. 2. Name. The Company will exist under the name of "BIOMAR BIOLOGICS S.A."

Art. 3. Registered office. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred (i) to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the manager or in case of plurality of managers by the Board of Directors and (ii) to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholder(s) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the manager or as the case may be by the Board of Directors.

In the event that, in the view of the director or as the case may be the Board of Directors, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, shall remain a company governed by the Laws. Such temporary measures shall be taken and notified to any interested parties by the director or as the case may be the Board of Directors.

Art. 4. Object. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies and all other forms of investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, as well as the management, control and development of such participations.

The Company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises in Luxembourg and abroad and may render them every assistance whether by way of loans, guarantees or otherwise.

The Company may enter into the following transactions:

- to conclude and/ or to get facilities in any form, and to proceed to the issuance of bonds and debentures;

- to advance, lend, deposit funds and/ or grant facility to its subsidiaries and/ or to companies in which the Company has direct or indirect interest, even not substantial, and/ or to companies belonging at the same group of companies than the Company ("the Affiliated Company(ies)");

For the purpose of this article, a company is considered as belonging at the same group of companies than the Company whether this company, directly or indirectly, holds, controls, is controlled by or is under common control with the Company, as ultimate holder, trustee, guardian or other fiduciary agent.

A company shall be considered as controlling another company whether it holds, directly or indirectly, the whole or a substantial part of the whole share capital of the company or it has the disposal of the authority to run or to orient the management and the politics of the other company by way of the detention of shares enabling to exert the right of vote by agreements or otherwise.

- to grant any guarantee, pledge or other form of security agreement, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the Company's property assets (presents or futures), or by these two methods cumulatively, for the execution of any agreement or obligation of the Company or of Affiliated Companies and to render any assistance to the Affiliated Companies within the limits authorized by Luxembourg law, being understood that the Company will not enter into any transaction which could cause it to be engaged in any activity that would be considered as a banking activity.

The Company may carry out any other securities, financial, industrial or commercial activity, directly or indirectly connected with its objects and maintain a commercial establishment open to the public.

The Company may moreover establish branches abroad and may, through such branches, carry out any financial, industrial or commercial activity, directly or indirectly connected with the corporate object of the Company provided that no offers relating to such activity are made and that no measures with respect to the promotion or exercise of such activity are carried out on the territory of the Grand Duchy of Luxembourg.

The Company may conduct all real estate transactions, such as buying, selling, development and management of real estate.

The Company may proceed to the acquisition, the worldwide exploitation, the disposal by sale, exchange or in any other manners, the granting by means of licensing or by any other legally admissible means of all intellectual property and industrial rights (including but not limited to manufacturer and trademark rights, patents, copyrights and related rights, industrial designs and models, plans, secret formulas or processes, domain names and software) as well as the use or the right to use industrial, commercial or scientific equipment and the adoption of any appropriate measure in order to protect these rights.

The Company may in general take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 5. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 6. Share capital. The share capital of the Company is fixed at fifty thousand euros (EUR 50.000,-) represented by fifty thousand (50.000) shares with a nominal value of one euro (EUR 1,-) each.

The share capital may be changed at any time by a resolution of the shareholder(s) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The Company can proceed to the repurchase of its own Shares by decisions of the Board of Directors subject to the availability of funds determined by the Board of Directors on the basis of relevant Interim Accounts.

Art. 7. Share premium and Assimilated premiums. In addition to the share capital, a share premium account to which shall be transferred any premium paid on any share in addition to its nominal value as well as assimilated premiums accounts to the extent permitted by the Laws may be set up.

Amongst the assimilated premiums, the Board of Directors is authorized to collect the contributions in net equity not remunerated by shares from the existing shareholder(s) of the Company ("Capital Contribution").

The allocation of the share premium and assimilated premiums accounts may, inter alia, be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses or to make distributions to the shareholder(s) or to allocate funds to the Legal Reserve.

Art. 8. Ownership of shares. The Company shall recognise only one holder per Share. In case a Share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that Share until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company.

Art. 9. Form of shares. The shares of the Company may be in registered form or in bearer form or partly in one form or the other form, at the option of the shareholders subject to the restrictions foreseen by law.

In presence of registered shares, a register of shareholders shall be kept at the registered office of the Company.

Such register shall set forth the name of each shareholder, its residence, the number of shares held by it, the amounts paid in on each such share, the transfer of shares and the date of such transfers.

Art. 10. Composition of the Board of Directors. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of three members at least, who need not be shareholders themselves.

However, if the Company is set up by a sole shareholder or, if it is recorded at a general meeting of shareholders that the Company has a sole shareholder, the composition of the Board of Directors can be limited to one member until the next ordinary general meeting following the recording of the existence of more than a shareholder.

The director(s) shall be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate which may not exceed six years, respectively they are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

Art. 11. Power of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

All powers not expressly reserved by the Laws or by the Articles to the general meeting of shareholder(s) fall within the competence of the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, to any member or members of the board, directors, managers or other officers who need not be shareholders of the Company, under such terms and with such powers as the board shall determine.

Art. 12. Representation. The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole director or in case the Board of Directors is composed of three members or more by the joint signatures of any two directors.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Board of Directors, but only within the limits of such special power.

Art. 13. Meetings of the Board of Directors. The Board of Directors appoints from among its members a chairman and may appoint a secretary who need not be a director himself responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors.

The Board of Directors will meet upon call by the chairman or by any two (2) of its members, at the place and at the time indicated in the notice of meeting.

No such notice is required if all members of the Board of Directors are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting.

Notice of a meeting may also be waived by a director, either before or after a meeting, whether in original, by fax or e-mail.

Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board of Directors.

The chairman will preside at all meetings of the Board of Directors, except that in his absence the Board of Directors may appoint another member of the Board of Directors as chairman pro tempore by majority vote of the directors present or represented at such meeting.

Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another manager as his proxy.

Any member of the Board of Directors may represent one or more other members of the Board of Directors.

One or more directors may participate in a meeting by conference call, visioconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other.

Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

In addition, a written decision, signed by all the directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Directors which was duly convened and held.

Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several directors.

A quorum of the Board of Directors shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the directors holding office.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting.

Art. 14. Management fees and Expenses. Subject to approval by the shareholder(s), the director(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the director(s) in relation with such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 15. Conflicts of interest. If any of the directors of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such director shall disclose such personal interest to the other director(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole director it suffices that the transactions between the Company and its director, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the director or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm.

Art. 16. Liability of the director(s). The director(s) assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made in the name of the Company.

Art. 17. Auditor(s). Except where according to the Laws the financial statements must be audited by an independent auditor, the business of the Company and its financial situation are supervised by one or more auditors who need not be shareholder(s) themselves.

The independent auditor(s) and the auditor(s) will be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate, respectively they are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s), save in such cases where the independent auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause.

Art. 18. Shareholder(s). The shareholder(s) shall have such powers as are vested with them pursuant to the Laws and the Articles.

The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Art. 19. Annual general meeting. The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on the on the 3rd Monday of May at 02.00 p.m.

If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Art. 20. General meetings. Resolutions of the shareholder(s) are passed in a general meeting held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg upon issuance of a convening notice in compliance with the Laws and the Articles, by the Board of Directors, subsidiarily, by the auditor(s) or, more subsidiarily, by shareholder(s) representing at least ten per cent (10%) of the share capital.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting.

A shareholder may act at any general meeting by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

One or more shareholders may participate in a general meeting by conference call, videoconferencing or any other similar means of communication enabling the several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the general meeting for the purpose of the quorum and majority requirements.

Each share entitles to one vote.

At any general meeting other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles, resolutions shall be adopted irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast, each share entitling to one vote.

At any general meeting convened for the purpose of amending the Articles or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles, the quorum shall be at least half (1/2) of the share capital and resolutions shall be adopted by shareholders representing at least two thirds (2/3) of the votes cast.

If such quorum is not reached at the first meeting, the shareholders may be convened a second time and resolutions shall be adopted without quorum requirement by shareholders representing at least two thirds (2/3) of the votes cast.

Art. 21. Financial year. The Company's financial year starts on the first of January and ends on the thirty first of December of each year.

Art. 22. Financial statements At the end of each financial year, the accounts are closed and the Board of Directors draws up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws for submission to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may inspect these financial documents at the registered office.

Art. 23. Legal reserve. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of general expenses, costs, amortization, charges and provisions represents the annual net profit.

From the annual net profit, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve in the respect of article 72 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies (as amended) ("the Legal Reserve").

That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital.

Art. 24. Allocation of the profits. After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve, by carrying them forward to the next following financial year or by distributing them, as the case may be with carried forward profits and distributable reserves to the shareholder(s).

The shareholders upon a decision of a general meeting of shareholders may decide to distribute a dividend provided always that the amount to be distributed may not exceed the amount of the net profits of the last financial year increased by the carried forward profits and sums drawn from reserves available for this purpose, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve pursuant to the requirements of the Laws or of the Articles.

The Board of Directors may decide to distribute an interim dividend on the basis of a statement of accounts prepared by them showing that sufficient funds are available for distribution provided always that the amount to be distributed by way of interim dividend may not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the Laws or of the Articles.

The auditor(s) or the independent auditor(s) in their report to the Board of Directors shall verify whether the conditions for the distribution of the interim dividend have been satisfied.

In the event of a dividend or interim dividend declaration, each share of the Company entitles to the same proportion in the distributed amount.

The share premium and assimilated premiums accounts may be distributed to the shareholders upon a decision of a general meeting of shareholders in accordance with the provisions set forth above.

The dividends, interim dividends or the distributions of share premium and assimilated premiums declared in cash may be paid in any currency selected by the Board of Directors and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors. The Board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend, interim dividend or share premium and assimilated premiums funds into the currency of their payment. A dividend declared but not paid on a Share during five (5) years cannot thereafter be claimed by the holder of such Share, shall be forfeited by the holder of such Share and shall revert to the Company. No interest shall be paid on dividends, interim dividends or distributions of share premium and assimilated premiums declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of Shares.

Art. 25. Dissolution and Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

At the time of winding up, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

A sole shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all known and unknown assets and liabilities of the Company.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s).

The liquidator(s) may proceed with the distribution of liquidation down payments subject to keep sufficient provision for payment of the outstanding debts.

Art. 26. Incorporated Provisions. Reference is made to the provisions of the Laws, in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies (as amended), for all matters for which no specific provision is made in the Articles.

Transitory disposition

By exception, the first financial year starts on the date of incorporation and ends on December 31st, 2013.

The first annual general meeting shall be held in the year 2014.

Subscription and Payment

The subscriber has subscribed a number of shares of the Company and has paid in cash the amounts as mentioned hereafter:

Shareholder	Subscribed capital	Paid-in Capital	Number of shares
LADY HOLDING S.A. prenamed	EUR 50.000,-	EUR 50.000,-	50.000
Total	EUR 50.000,-	EUR 50.000,-	50.000

Evidence of such contribution has been given to the undersigned notary by a bank certificate, so that the amount of fifty thousand euro (EUR 50.000,-) is as of now available to the Company.

Declaration - Evaluation

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the law of August 10th, 1915, on commercial companies and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The amount of expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,300.-.

General Meeting of shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the above named party, representing the entire subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1. The number of directors is fixed at four and the number of the statutory auditor at one.
2. Are appointed as directors:
 - Mr Marios FOTIADIS, born on August 20, 1973 in Athens (Greece), residing in Dubai (United Arab Emirates), Palm Jumiera Frond B, Villa 80 PO BOX 212735
 - Mr Giovanni CAGLIO, born on February 17th, 1959 in Busto Arsizio (Varese, Italy), residing at I-20148 Milano (Italy), Via Francesco Albani, 33
 - Mr Charles DURO born on June 6, 1958 in Luxembourg and with professional address at L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle
 - Mrs Marianne GOEBEL, born on May 16, 1964 in Wiltz; and with professional address at L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle
3. Has been appointed statutory as auditor:
 - FIDUCIAIRE GRAND-DUCALE S.A., having its registered office at L-1510 Luxembourg, 60, avenue de la Faïencerie (Grand Duchy of Luxembourg), R.C.S. Luxembourg B 56682.
4. The address of the Company is set at L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames (Grand Duchy of Luxembourg).
5. The term of office of the directors and of the statutory auditor shall be of six years and shall end at the annual general meeting of shareholders to be held in the year 2019, unless otherwise decided by a shareholders meeting.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing party, whose is known to the notary by its social denomination and its registered office, the said party appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

French version:

L'an deux mille treize, le onze avril.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

1. LADY HOLDING S.A., une société anonyme, dont le siège social est situé à L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames, R.C.S. Luxembourg B 89046, représentée par Me Charles DURO et par Me Marianne GOEBEL, en leur qualité d'administrateur.

Lequel comparant, ès qualités qu'il agit, a requis le notaire instrumentaire d'acter les statuts d'une société anonyme qu'il déclare constituer comme suit:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé une société anonyme ("la Société") régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg ("les Lois") et par les présents statuts ("les Statuts").

Art. 2. Dénomination. La Société a comme dénomination "BIOMAR BIOLOGICS S.A.".

Art. 3. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré (i) à tout autre endroit de la ville de Luxembourg par une décision du Conseil d'Administration et (ii) à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg par une décision des actionnaire(s) délibérant comme en matière de modification de Statuts.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché du Luxembourg ou à l'étranger par décision du Conseil d'Administration.

Dans l'hypothèse où l'administrateur unique ou le cas échéant le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par l'administrateur unique ou le cas échéant le Conseil d'Administration.

Art. 4. Objet. La Société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La Société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger et leur prêter concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La Société peut également, être engagée dans les opérations suivantes:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit, et procéder à l'émission d'obligations;

- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, même non substantiel, ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société ("la Société(s) Apparenté(es)");

Aux fins des présentes, une société est considérée comme appartenant au même groupe de sociétés que la Société, si cette société, directement ou indirectement, détient, contrôle, est contrôlée par ou est sous contrôle commun avec, la Société, que ce soit comme détenteur ultime, trustee ou gardien ou autre fiduciaire.

Une société sera considérée comme contrôlant une autre société si elle détient, directement ou indirectement, tout ou une partie substantielle de l'ensemble du capital social de la société ou dispose du pouvoir de diriger ou d'orienter la gestion et les politiques de l'autre société, que ce soit aux moyens de la détention de titres permettant d'exercer un droit de vote, par contrat ou autrement;

- accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées et d'apporter toute assistance aux Sociétés Apparentées dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise; il est entendu que la Société n'effectuera aucune opération qui pourrait l'amener à être engagées dans des activités pouvant être considérées comme une activité bancaire.

La Société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public.

La Société peut établir des succursales à l'étranger et peut, par ces succursales, effectuer toutes opérations financières, industrielles ou commerciales, liées directement ou indirectement à l'objet de la Société, à condition qu'aucune offre en relation avec cette activité soit faite et qu'aucune mesure par rapport à la promotion ou l'exercice de cette activité soit effectuée sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

La Société peut également faire toutes les opérations immobilières, telles que l'achat, la vente, l'exploitation et la gestion d'immeubles.

La Société peut procéder à l'acquisition, l'exploitation mondiale, l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière, la concession par le biais de licence ou par toute autre moyen légalement admissible de tous droits de propriété intellectuelle et industrielle (y compris mais sans limitation les marques de fabrique et de commerce, brevets, droits d'auteur et droits voisins, dessins et modèles industriels, plans, formules ou procédés secrets, noms de domaine et les logiciels) ainsi que l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique et prendre toutes mesures utiles à la protection de ces droits.

La Société peut, d'une façon générale, prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 5. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 6. Capital social. Le capital social de la Société est de cinquante mille euros (EUR 50.000,-) représenté par cinquante mille (50.000) actions d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune.

Le capital peut être modifié à tout moment par une décision des actionnaire(s) délibérant comme en matière de modification de Statuts.

La Société peut procéder au rachat de des propres Actions par décision du Conseil d'Administration sous réserve de la disponibilité des fonds déterminée par le Conseil d'Administration sur base des Comptes Intérimaires pertinents.

Art. 7. Prime d'émission et Primes assimilées. En outre du capital social, un compte prime d'émission dans lequel seront transférées toutes les primes payées sur les actions en plus de la valeur nominale ainsi que des comptes primes assimilées dans la mesure permise par les Lois peuvent être établis.

Parmi les comptes primes assimilées, le Conseil d'Administration est autorisé à recueillir les apports en capitaux propres non rémunérés par des titres des actionnaire(s) existants de la Société ("Capital Contribution").

L'affectation des comptes prime d'émission et primes assimilées peut être utilisée, entre autre, pour régler le prix des actions que la Société a rachetées à ses actionnaire(s), pour compenser toute perte nette réalisée, pour des distributions au(x) actionnaire(s) ou pour affecter des fonds à la Réserve Légale.

Art. 8. Propriété des actions. La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par Action. S'il y a plusieurs propriétaires par Action, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Art. 9. Forme des actions. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

En présence d'actions nominatives, un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la Société.

Ledit registre énoncera le nom de chaque actionnaire, sa résidence, le nombre d'actions détenues par lui, les montants libérés sur chacune des actions, le transfert d'actions et les dates de tels transferts.

Art. 10. Composition du Conseil d'Administration. La Société sera administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du Conseil d'Administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateur(s) seront nommés par les actionnaire(s), qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat qui ne pourra excéder six années, respectivement ils peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des actionnaire(s).

Art. 11. Pouvoir du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés en vertu des Lois ou des Statuts au(x) actionnaire(s) relèvent de la compétence du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite des affaires, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, actionnaires ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil déterminera.

Art. 12. Représentation. La Société sera engagée vis-à-vis des tiers soit par la signature individuelle de l'administrateur unique soit si le Conseil d'Administration est composé de trois membres ou plus par la signature conjointe de deux administrateurs.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 13. Réunions du Conseil d'Administration. Le Conseil de d'Administration nommera parmi ses membres un président et pourra nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même administrateur responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil d'Administration.

Le Conseil de d'Administration se réunira sur convocation du président ou de deux (2) de ses membres, au lieu et date indiqués dans la convocation.

Si tous les membres du Conseil d'Administration sont présents ou représentés à une réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de la réunion, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Un administrateur peut également renoncer à sa convocation à une réunion, soit avant soit après la réunion, par écrit en original, par fax ou par e-mail.

Des convocations écrites séparées ne sont pas requises pour les réunions qui sont tenues aux lieu et date indiqués dans un agenda de réunions adopté à l'avance par le Conseil de d'Administration.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration, mais en son absence le Conseil d'Administration désignera un autre membre du Conseil d'Administration comme président pro tempore par un vote à la majorité des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Tout administrateur peut se faire représenter aux réunions du Conseil d'Administration en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre administrateur comme son mandataire.

Tout membre du Conseil d'Administration peut représenter un ou plusieurs autres membres du Conseil d'Administration.

Un ou plusieurs administrateurs peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres.

Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

En outre, une décision écrite, signée par tous les administrateurs, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil d'Administration dûment convoquée et tenue.

Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs administrateurs.

Le Conseil d'Administration ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des administrateurs en fonction est présente ou représentée.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Art. 14. Rémunération et Débours. Sous réserve de l'approbation des actionnaire(s), les administrateur(s) peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 15. Conflit d'intérêts. Si un ou plusieurs administrateurs ont ou pourraient avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, cet administrateur devra en aviser les autres administrateur(s) et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans le cas d'un administrateur unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est administrateur, collaborateur, membre, actionnaire, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise.

Art. 16. Responsabilité des administrateurs(s). Les administrateurs n'engagent, dans l'exercice de leurs fonctions, pas leur responsabilité personnelle lorsqu'ils prennent des engagements au nom et pour le compte de la Société.

Art. 17. Commissaire(s) aux comptes. Hormis lorsque conformément aux Lois les comptes sociaux doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises indépendant, les affaires de la Société et sa situation financière peuvent être contrôlés par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes actionnaire(s).

Les réviseur(s) d'entreprises indépendant(s) et les commissaire(s) aux comptes seront nommés par les actionnaire(s) qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat, respectivement leur mandat peut être renouvelé et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associé(s) sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises indépendant ne peut seulement, par dispositions des Lois, être révoqué pour motifs graves.

Art. 18. Actionnaire(s). Les actionnaires exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Lois et les Statuts.

Si la Société ne compte qu'un seul actionnaire, celui-ci exerce les pouvoirs prémentionnés conférés à l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 19. Assemblée générale annuelle. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société, ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le troisième lundi du mois de mai à 14.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 20. Assemblées générales. Les décisions des actionnaire(s) sont prises en assemblée générale tenue au siège social ou à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg sur convocation conformément aux conditions fixées par les Lois et les Statuts du Conseil d'Administration, subsidiairement, des commissaire(s) aux comptes, ou plus subsidiairement, des actionnaire(s) représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée générale et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tous les actionnaires sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale.

Un actionnaire peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même actionnaire.

Un ou plusieurs actionnaires peuvent prendre part à une assemblée générale par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Ce ou ces actionnaires sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité à l'assemblée.

Chaque action donne droit à un vote.

Lors de toute assemblée générale autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts ou du vote de décisions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour une modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les actionnaires à la majorité simple, indépendamment du nombre d'actions représentées, chaque action donnant droit à un vote.

Lors de toute assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts ou du vote de décisions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour une modification des Statuts, le quorum sera d'au moins la moitié (1/2) du capital social et les résolutions seront adoptées par les actionnaires représentant au moins les deux tiers (2/3) des votes exprimés.

Si ce quorum n'est pas atteint, les actionnaires peuvent être convoqués à une seconde assemblée générale et les résolutions seront alors adoptées sans condition de quorum par les actionnaires représentant au moins les deux tiers (2/3) des votes exprimés.

Art. 21. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier et s'achève le trente et un décembre de chaque année.

Art. 22. Comptes sociaux. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des éléments de l'actif et du passif, le bilan ainsi que le compte de résultats conformément aux Lois afin de les soumettre aux actionnaire(s) pour approbation.

Tout actionnaire ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social.

Art. 23. Réserve légale. L'excédent favorable du compte de résultats, après déduction des frais généraux, coûts, amortissements, charges et provisions constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5%) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale («la Réserve Légale») dans le respect de l'article 72 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle que modifiée).

Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

Art. 24. Affectations des bénéfices. Après affectation à la Réserve Légale, les actionnaire(s) décident de l'affectation du solde du bénéfice net par versement de la totalité ou d'une partie du solde à un compte de réserve, en le reportant à nouveau ou en le distribuant le cas échéant avec les bénéfices reportés et les réserves distribuables aux actionnaire(s).

Les actionnaires par décision prise en assemblée générale des actionnaires, peuvent décider de distribuer un dividende étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent jamais excéder le montant des bénéfices nets du dernier exercice clos augmenté des bénéfices reportés ainsi que des prélèvements effectués sur les réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserve en vertu des Lois ou des Statuts.

Le Conseil d'Administration peut décider de distribuer un acompte sur dividende sur base d'un état comptable préparé par eux duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer en tant qu'acompte sur dividende ne peuvent jamais excéder le montant total des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice dont les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés ainsi que des prélèvements effectués sur les réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserve en vertu des Lois ou des Statuts.

Les réviseur(s) d'entreprises indépendant(s) ou les commissaire(s) aux comptes dans leur rapport au Conseil d'Administration vérifieront si les conditions pour la distribution d'un acompte sur dividende ont été remplies.

En cas de déclaration d'un dividende ou d'un acompte sur dividende, chaque action donne droit à une même proportion dans le montant distribué.

La prime d'émission et les primes assimilées peuvent être distribuées aux actionnaires par décision prise en assemblée générale des actionnaires conformément aux dispositions établies ci-avant.

Les dividendes, les acomptes sur dividendes ou les distributions de la prime d'émission et des primes assimilées déclarés en numéraire peuvent être payés en toutes devises choisies par le Conseil d'Administration et pourront être payés en temps et lieu qu'il appartiendra de déterminer par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration, peut décider du cours de change applicable à la conversion des dividendes, des acomptes sur dividendes ou des distributions de la prime d'émission et des primes assimilées en la devise de leur paiement. Un dividende déclaré mais non payé sur une Action pendant cinq (5) ans, ne pourra par la suite plus être réclamé par le propriétaire d'une telle Action, de sorte qu'il sera perdu pour celui-ci, et sera acquis à la Société. Aucun intérêt ne sera payé sur les dividendes, les acomptes sur dividendes ou les distributions de la prime d'émission et des primes assimilées déclarés et non réclamés qui seront détenus par la Société pour le compte des détenteurs d'Actions.

Art. 25. Dissolution et Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision des actionnaire(s) délibérant comme en matière de modification de Statuts.

Au moment de la dissolution, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, actionnaires ou non, nommés par les actionnaire(s) qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Un actionnaire unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, y compris les frais de liquidation, le produit net de liquidation sera réparti entre les actionnaire(s).

Les liquidateur(s) peuvent procéder à la distribution d'acomptes sur produit de liquidation sous réserve de provisions suffisantes pour payer les dettes impayées à la date de la distribution

Art. 26. Disposition finale. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle que modifiée).

Disposition transitoire

Par exception, le premier exercice social commence le jour de la constitution et s'achève le 31 décembre 2013.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en l'an 2014.

Souscription et Libération

La comparante a souscrit un nombre d'actions de la Société et a libéré en espèces les montants suivants:

Actionnaire	Capital souscrit	Capital libéré	Nombre d'actions
LADY HOLDING S.A. prénommée	EUR 50.000	EUR 50.000	50.000 actions
Total	EUR 50.000	EUR 50.000	50.000 actions

La preuve de la contribution a été donnée au notaire par un certificat de blocage des fonds, de sorte que le montant de cinquante mille euros (EUR 50.000,-) est à présent à la disposition de la Société.

Déclaration - Evaluation

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de EUR 1.300,-.

Assemblée Générale Extraordinaire

Immédiatement après la constitution de la Société, la comparante précitée, représentant l'intégralité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à quatre et celui des commissaires aux comptes à un.

2. Ont été appelés aux fonctions d'administrateurs:

- Mr Marios FOTIADIS, né le 20 août 1973 à Athènes (Grèce), demeurant à Dubai (Emirats Arabes unis), Palm Jumiera Frond B, Villa 80 PO BOX 212735

- Mr Giovanni CAGLIO, né le 17 février 1959 à Busto Arsizio et demeurant à I-20148 Milan (Italie), Via Francesco Albani, 33

- Mr Charles DURO né le 6 juin 1958 à Luxembourg et demeurant professionnellement à L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle

- Mrs Marianne GOEBEL, née le 16 mai 1964 à Wiltz; et demeurant professionnellement à L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle

3. A été appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:

- FIDUCIAIRE GRAND-DUCALE S.A., ayant son siège social à L-1510 Luxembourg, 60, avenue de la Faïencerie (Grand-Duché de Luxembourg), R.C.S. Luxembourg B 56682.

4. L'adresse de la Société est fixée à L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames (Grand-Duché de Luxembourg).

5. La durée du mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes sera de six ans et prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en l'an 2019, sauf si une assemblée générale des actionnaires en décide autrement.

Le notaire soussigné, qui comprend et qui parle anglais, constate par les présentes, qu'à la requête de la comparante, le présent procès-verbal est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française. A la requête de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la comparante, connue du notaire instrumentaire par sa dénomination et son siège social, ladite comparante a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: DURO, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 12/04/2013. Relation: EAC/2013/4898. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 14 avril 2013.

Référence de publication: 2013049093/592.

(130060246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2013.

Specialized Lux. Investments S.A., SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.

R.C.S. Luxembourg B 132.968.

Im Jahre zweitausenddreizehn, am zweiten April.

Vor dem unterzeichnenden Notar Martine Schaeffer, mit Amtswohnsitz in Luxemburg, sind die Aktionäre der Investmentgesellschaft Specialized Lux. Investments S.A., SICAV-FIS, mit Sitz in Senningerberg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer RCS B132968, zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammengetreten.

Die Investmentgesellschaft Specialized Lux. Investments S.A., SICAV-FIS wurde gegründet gemäß Urkunde des unterzeichneten Notars vom 1. Oktober 2007, veröffentlicht im Mémorial, Recueil Spécial C, Nummer 2590 vom 14. November 2007.

Die außerordentliche Generalversammlung wurde eröffnet unter dem Vorsitz von

Die Versammlung beginnt unter dem Vorsitz von Herrn Oliver Eis, Angestellter, beruflich wohnhaft in 6a, route de Trèves, L-2633 Senningerberg.

Derselbe ernennt zum Schriftführer Frau Petra Steinmetz, Angestellte, beruflich wohnhaft in 6a, route de Trèves, L-2633 Senningerberg.

Zum Stimmzähler wird ernannt Frau Ivonne Hofer, Angestellte(r), beruflich wohnhaft in 6a, route de Trèves, L-2633 Senningerberg,

Sodann gibt der Vorsitzende folgende Erklärung ab:

I.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

1. Verlegung des Gesellschaftssitzes
2. Anpassung der Satzung
3. Genehmigung einer Zwischenausschüttung
4. Verschiedenes

II.- Die Aktionäre sowie deren bevollmächtigte Vertreter sind unter Angabe des Namens, Vornamens, des Datums der Vollmachten sowie der Stückzahl der vertretenen Aktien auf der Anwesenheitsliste mit ihren Unterschriften eingetragen.

Die Anwesenheitsliste wird durch den Vorsitzenden abgeschlossen und durch den Versammlungsvorstand gezeichnet.

Die Stimmrechtsvollmachten bleiben dem Versammlungsprotokoll als Anlage beigefügt.

III.- Eine erste rechtmäßig einberufene Versammlung fand am 26. März 2013 statt, gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar, um über dieselbe Tagesordnung zu befinden, jedoch war diese nicht beschlussfähig.

IV.- Aus der vorerwähnten Anwesenheitsliste geht hervor, dass alle 204.485 sich im Umlauf befindenden Aktien in gegenwärtiger Urkunde anwesend oder vertreten sind.

Somit kann diese zweite Versammlung über alle Punkte der Tagesordnung beraten und beschließen, ohne auf die Berufungen vorgesehen durch Artikel 67 des Gesetzes vom 10. Juli 1915 abzuwarten.

Nach Beratung nimmt die Generalversammlung folgende Beschlüsse an:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, den Sitz der Gesellschaft mit Wirkung zum 1. April 2013 nach 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher zu verlegen.

Dieses Beschluss würde wie folgt angenommen:

2000.000,- Aktien stimmten dafür

0,- Aktien stimmten dagegen

4.485,- Aktien enthielten sich.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, die Artikel 1, Artikel 3 Absatz 3, Artikel 4 Absatz 1 Satz 1, Artikel 5 Satz 1, Artikel 5 Ziffer 6) Absatz 3, Artikel 5 Ziffer 7), Artikel 7 Ziffer 2) Satz 1, Artikel 7 Ziffer 2) Litera a) Satz 4, Artikel 11 Absatz 3,

Artikel 14 Ziffer 5) Sätze 1 und 3, Artikel 14 Ziffer 6) Absatz 1 Satz 1, Artikel 14 Ziffer 6) Absatz 3 Satz 3, Artikel 14 Ziffer 6) Absatz 6 Satz 1, Artikel 16 Absatz 2 Satz 3, Artikel 26 Ziffer 2) mit Wirkung zum 1. April 2013 wie folgt abzuändern:

Art. 1. Zwischen den gegenwärtigen Aktionären und allen nachfolgenden Eigentümern zukünftig ausgegebener Aktien besteht eine Aktiengesellschaft in Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - Spezialisierter Investmentfonds („Société d'investissement à capital variable - Fonds d'investissement spécialisés" - „SICAV") mit mehreren Teilfonds unter dem Namen „Specialized Lux. Investments S.A., SICAV-FIS" (im Folgenden «die Gesellschaft»).

Art. 3. Absatz 3. Die Aktien der Gesellschaft werden nicht öffentlich vertrieben, sondern lediglich im Rahmen von Privatplatzierungen Private Banking Kunden der Commerzbank-Gruppe angeboten, die als sachkundige Anleger im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes vom 13. Februar 2007 über Spezialinvestmentfonds qualifizieren.

Art. 4. Absatz 1. Satz 1. Der Geschäftssitz der Gesellschaft befindet sich in Grevenmacher im Großherzogtum Luxemburg.

Art. 5. Satz 1. Art. 5. Kapital und Aktien. Das Gesellschaftskapital wird innennwertlosen Aktien ausgedrückt; es entspricht jederzeit ihrem gesamten Nettovermögen gemäß Artikel 21 der vorliegenden Satzung.

Art. 5. Ziffer 6. Absatz 3. Die Übertragung von Inhaberaktien oder Namensaktien kann nur an sachkundige Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes vom 13. Februar 2007 über Spezialinvestmentfonds erfolgen.

Art. 5. Ziffer 7. Die Gesellschaft kann Aktienbruchteile bis zu 0,001 Aktien ausgeben. Der Bruchteil einer Aktie verleiht kein Stimmrecht, gibt jedoch ein Recht auf einen entsprechenden Bruchteil an dem der betreffende Aktienklasse zuzuordnenden Nettovermögenswert.

Art. 7. Ziffer 2. Satz 1. Bei der Abwicklung eines obligatorischen Rückkaufs wird wie folgt verfahren:

Art. 7. Ziffer 2. Litera a) Satz 4. Der betreffende Aktionär ist in der Folge verpflichtet, der Gesellschaft das Aktienzertifikat bzw. die Aktienzertifikate über die in der Rückkaufmitteilung aufgeführten Aktien auszuhändigen.

Art. 11. Absatz 3. Jeder Aktionär hat das Recht, für Aktionärsversammlungen eine andere Person schriftlich mittels Brief, Telefax oder einem elektronischen Medium an seiner Stelle zu bevollmächtigen.

Art. 14. Ziffer 5. Sätze 1 und 3. Einladungen zu Sitzungen des Verwaltungsrats sind schriftlich mittels Brief, Telefax oder einem elektronischen Medium an sämtliche Mitglieder des Verwaltungsrats vorzunehmen und haben mindestens vierundzwanzig Stunden vor dem Tag der betreffenden Sitzung zu erfolgen. [...]

An der betreffenden Sitzung dürfen keine anderen als die in dieser Einladung aufgeführten Tagesordnungspunkte behandelt werden, zudem ist jede Handlung des Verwaltungsrats, die nicht in der Einladung erwähnt ist, ungültig. Ein Verzicht auf die Einladung ist möglich, sofern er seitens jedes Mitglieds des Verwaltungsrats in schriftlicher Form mittels Brief, Telefax oder einem elektronischen Medium erfolgt.

Art. 14. Ziffer 6. Absatz 1 Satz 1. Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann bei jeder ordnungsgemäß einberufenen Sitzung des Verwaltungsrats Beschlüsse fassen, indem es in schriftlicher Form mittels Brief, Telefax oder einem elektronischen Medium ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats entsprechend bevollmächtigt.

Art. 14. Ziffer 6. Absatz 3 Satz 3. Verwaltungsratsmitglieder, die weder persönlich anwesend sind noch vertreten werden, können ihre Stimme auf schriftlichem Weg mittels Brief, Telefax oder einem elektronischen Medium abgeben.

Art. 14. Ziffer 6. Absatz 6 Satz 1. Beschlüsse, die auf anderen elektronischen Kommunikationswegen wie E-Mail erfolgen, sind danach durch einen entsprechenden Zirkularbeschluss zu formalisieren.

Art. 16. Absatz 2 Satz 3. Der Begriff «persönliches Interesse» gemäß dem vorhergehendem Satz bezieht sich nicht auf Beziehungen oder Interessen in Angelegenheiten, Positionen oder Transaktionen mit Beteiligung der Commerzbank-Gruppe, von deren Tochtergesellschaften oder verbundenen Gesellschaften oder von sonstigen Gesellschaften oder juristischen Personen, die von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen bestimmt werden können.

Art. 26. Ziffer 2. Unbeschadet der Befugnisse des Verwaltungsrates, kann die Hauptversammlung der Aktionäre einer bestimmten Klasse in Übereinstimmung mit den Bestimmungen zu Quorum und Mehrheitsverhältnissen gemäß Artikel 11 der vorliegenden Satzung beschließen, das Kapital der Gesellschaft durch Annullierung sämtlicher Aktien der betreffenden Klasse herabzusetzen und Aktionären am Ausschüttungsdatum die entsprechenden Erlöse auszuschütten.

Dieses Beschluss würde wie folgt angenommen:

150.000,- Aktien stimmten dafür

0,- Aktien stimmten dagegen

54.485,- Aktien enthielten sich.

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, im Teilfonds Shoreline per 28. März 2013 für das abgelaufene Geschäftsjahr eine Zwischenausschüttung, sofern Erträge vorhanden sind, durchzuführen.

sodass die Koordinierte Satzung vom 1. April 2013 wie folgt lautet:

Art. 1. Name. Zwischen den gegenwärtigen Aktionären und allen nachfolgenden Eigentümern zukünftig ausgegebener Aktien besteht eine Aktiengesellschaft in Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - Spezialisierter Investmentfonds („Société d'investissement à capital variable - Fonds d'investissement spécialisés" - „SICAV") mit mehreren Teilfonds unter dem Namen "Specialized Lux. Investments S.A., SICAV-FIS" (im Folgenden «die Gesellschaft»).

Art. 2. Dauer. Die Dauer der Gesellschaft ist unbefristet. Sie kann jederzeit durch Beschluss der Aktionäre aufgelöst werden, sofern dieser Beschluss gemäß den Vorschriften dieser Satzung für Satzungsänderungen gefasst wurde.

Art. 3. Gegenstand. Ausschließlicher Gesellschaftszweck ist die Anlage der ihr zu Verfügung stehenden Mittel in Wertpapieren aller Art sowie übrigen gesetzlich zulässigen Anlagevehikeln, um Anlagerisiken zu streuen und den Aktionären die Erträge aus der Verwaltung des Portfolios der Gesellschaft zur Verfügung zu stellen.

Die Gesellschaft ist ermächtigt, sämtliche Maßnahmen zu treffen sowie sämtliche Transaktionen zu tätigen, die sie zur Erreichung und Förderung des Gesellschaftszwecks für notwendig erachtet, und dabei den durch das Gesetz vom 13. Februar 2007 über Spezialinvestmentfonds vorgegebenen Rahmen voll auszuschöpfen.

Die Aktien der Gesellschaft werden nicht öffentlich vertrieben, sondern lediglich im Rahmen von Privatplatzierungen Private Banking Kunden der Commerzbank-Gruppe angeboten, die als sachkundige Anleger im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes vom 13. Februar 2007 über Spezialinvestmentfonds qualifizieren.

Art. 4. Geschäftssitz. Der Geschäftssitz der Gesellschaft befindet sich in Grevenmacher im Großherzogtum Luxemburg. Zweigstellen und Geschäftsstellen können durch Beschluss des Verwaltungsrats sowohl in Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Falls nach Ansicht des Verwaltungsrats außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die normale Tätigkeit der Gesellschaft an ihrem Hauptsitz oder die störungsfreie Verbindung zwischen dem Hauptsitz und Personen im Ausland beeinträchtigen können, kann der Hauptsitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Zustände ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Zugehörigkeit der Gesellschaft zu einer bestimmten Nation; ungeachtet einer zeitweiligen Verlegung des Hauptsitzes ins Ausland bleibt sie eine luxemburgische Gesellschaft.

Art. 5. Kapital und Aktien. Das Gesellschaftskapital wird in nennwertlosen Aktien ausgedrückt; es entspricht jederzeit ihrem gesamten Nettovermögen gemäß Artikel 21 der vorliegenden Satzung.

1) Das Mindestkapital der Gesellschaft wird bei einer Million zweihundertundfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-) festgelegt, es ist innert zwölf Monaten nach Zulassung der Gesellschaft aufzubringen.

2) Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt ermächtigt, jederzeit weitere, voll einzubezahlende Aktien gemäß Artikel 22 der vorliegenden Satzung zu emittieren, ohne den bestehenden Aktionären Vorzugsbezugsrechte auf diese Aktien einräumen zu müssen.

3) Der Verwaltungsrat kann an jeden entsprechend bevollmächtigten Verwaltungsrat bzw. leitenden Angestellten der Gesellschaft bzw. entsprechend bevollmächtigte Drittpersonen die Pflicht delegieren, Zeichnungen für die Auslieferung dieser neuen Aktien sowie die entsprechenden Zahlungen entgegen zu nehmen.

4) Es steht im Ermessen des Verwaltungsrats, diese Aktien in Form unterschiedlicher Klassen zu emittieren. Zudem kann der Erlös aus der Emission einer bzw. mehrerer Aktienklassen in Subfonds oder in Sondervermögen gemäß Artikel 21 der vorliegenden Satzung verbucht werden. Der Verwaltungsrat wird in Wertpapiere und andere gesetzlich zulässige Anlagevehikel investieren, die denjenigen geographischen Regionen, Wirtschaftszweigen oder Währungsgebieten bzw. sonstigen Bereichen oder Sektionen einschließlich Aktien bzw. Anteilen anderer Organismen zur gemeinsamen Anlage entsprechen, die der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit für die einzelnen Subfonds vorgibt.

Zudem ist der Verwaltungsrat ermächtigt, im Zusammenhang mit jedem Subfonds bzw. jedem Vermögenspool innerhalb jedes Subfonds neue Aktienklassen zu schaffen und zu emittieren, deren Erlös im allgemeinen gemäß der spezifischen Anlagepolitik des betreffenden Subfonds investiert wird, obwohl eine besondere Emissions- und Rücknahmegebührenstruktur bzw. Absicherungspolitik bzw. Aktienwährung oder sonstige besondere Merkmale für jede einzelne Klasse gelten. Zur Feststellung des Gesellschaftskapitals werden die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Subfonds den einzelnen Aktienklassen zugewiesen. Falls diese Vermögenswerte und Verbindlichkeiten nicht in Euro ausgedrückt sind, sind sie in Euro zu konvertieren. Das Kapital setzt sich aus der Summe der Nettovermögen aller Klassen zusammen.

5) Die Aktien werden in Form von Namensaktien oder als Inhaberaktien emittiert. Die Inhaberaktien werden entweder durch Globalurkunden oder einzelne Inhaberaktien verbrieft. Wenn ein Aktionär von Inhaberaktien den Umtausch seiner Zertifikate gegen Zertifikate in eine andere Form bzw. deren Wandlung in Namensaktien verlangt, kann er mit den entsprechenden Kosten belastet werden. Der Entscheid über die Emission von Zertifikaten über Namensaktien liegt im Ermessen des Verwaltungsrats. Falls der Verwaltungsrat auf die Emission von Zertifikaten über Namensaktien verzichtet, erhalten die Aktionäre Bestätigungen über ihre Aktienpositionen. Falls der Verwaltungsrat die Emission von Zertifikaten für Namensaktien vornimmt und Aktionäre auf diese Zertifikate verzichten, erhalten sie stattdessen Bestätigungen über ihre Aktienpositionen. Falls ein Namenaktionär verlangt, dass für seine Aktienposition mehr als ein Zertifikat ausgegeben wird, können ihm die entsprechenden Kosten belastet werden. Falls Aktienzertifikate herausgegeben werden, sind diese

von zwei Verwaltungsratsmitgliedern zu unterschreiben. Jede dieser beiden Unterschriften kann eigenhändig, durch Druck oder Faksimile geleistet werden.

In jedem Fall ist es zulässig, eine dieser Unterschriften durch eine Person ausführen zu lassen, welche durch den Verwaltungsrat entsprechend ermächtigt wurde. In diesem speziellen Fall ist die Unterschrift eigenhändig zu leisten. Die Gesellschaft kann provisorische Aktienzertifikate in denjenigen Formen emittieren, die der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegt hat. Die Gesellschaft hat das Recht, nach freiem Ermessen Zeichnungsanträge für Aktien ganz oder teilweise aus beliebigen Gründen zurückzuweisen.

Aktien werden nur nach Einwilligung mit der Zeichnung und unter Vorbehalt des Erhalts des Kaufpreises gemäß Artikel 22 der vorliegenden Satzung ausgegeben. Jeder Zeichner erhält ohne unbillige Verzögerungen definitive Aktienzertifikate bzw. eine Bestätigung seiner Aktienposition ausgeliefert.

Die Ausschüttung von Dividenden an die Aktionäre erfolgt bei Namensaktien an die im Aktionärsregister verzeichneten Adressen sowie bei Inhaberaktien gegen Vorlage der betreffenden Coupons bei einer von der Gesellschaft entsprechend angewiesenen Vertriebsstelle.

6) Mit Ausnahme der Inhaberaktien werden sämtliche durch die Gesellschaft ausgegebenen Aktien im Aktionärsregister eingetragen. Letzteres wird entweder von der Gesellschaft oder von einer bzw. mehreren von der Gesellschaft zu diesem Zweck ernannten Personen geführt und hat den Namen jedes Inhabers von eingetragenen Aktien des Aktionärs, seinen Wohnort bzw. Vereinbarten Wohnsitz - falls der Gesellschaft bekannt - sowie die Anzahl und Klasse der von ihm gehaltenen Aktien und den hinsichtlich dieser Aktien einbezahlten Betrag auszuweisen. Mit Ausnahme von Inhaberaktien ist jede Übertragung von Aktien in das Aktionärsregister einzutragen, wobei jeder Eintrag durch einen oder mehrere leitende Angestellte der Gesellschaft bzw. eine oder mehrere durch den Verwaltungsrat für diesen Zweck benannten Personen zu unterzeichnen ist.

Die Übertragung von Inhaberaktien erfolgt durch Aushändigung der entsprechenden Inhaberaktienzertifikate. Die Übertragung von Namensaktien erfolgt (a) falls entsprechende Zertifikate ausgegeben wurden, durch Eintrag der Übertragung seitens der Gesellschaft nach Aushändigung des bzw. der Zertifikate/s über die betreffenden Aktien bei der Gesellschaft samt anderen Urkunden, welche der Gesellschaft die Übertragung in ausreichender Weise darlegen und (b) falls keine Aktienzertifikate ausgegeben wurden, durch schriftliche, durch die übertragende und die empfangende Partei datierte und unterzeichnete Übertragungserklärung zur Eintragung in das Aktionärsregister. Die Übertragungserklärung kann auch von entsprechend bevollmächtigten Personen ausgestellt werden.

Die Übertragung von Inhaberaktien oder Namensaktien kann nur an sachkundige Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes vom 13. Februar 2007 über Spezialinvestmentfonds erfolgen.

Jeder im Aktionärsregister eingetragene Aktionär hat der Gesellschaft eine Adresse anzugeben, an welche sämtliche Mitteilungen und Bescheide der Gesellschaft geschickt werden können. Diese Adresse wird im Aktionärsregister eingetragen.

Falls ein Aktionär keine solche Adresse angibt, ist die Gesellschaft befugt, dies im Aktionärsregister zu vermerken. In diesem Fall gilt der Geschäftssitz der Gesellschaft bzw. eine andere von der Gesellschaft ins Aktionärsregister eingetragene Adresse als Adresse dieses Aktionärs. Diese gilt so lange, bis der betreffende Aktionär der Gesellschaft eine andere Adresse angegeben hat. Der Aktionär kann jederzeit die im Aktionärsregister eingetragene Adresse durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft an deren Gesellschaftssitz bzw. an die von Zeit zu Zeit von der Gesellschaft bestimmte Adresse abändern lassen.

7) Die Gesellschaft kann Aktienbruchteile bis zu 0,001 Aktien ausgeben. Der Bruchteil einer Aktie verleiht kein Stimmrecht, gibt jedoch ein Recht auf einen entsprechenden Bruchteil an dem der betreffende Aktienklasse zuzuordnenden Nettovermögenswert.

Art. 6. Ersatz von Zertifikaten. Wenn ein Aktionär der Gesellschaft in zufriedenstellender Weise nachweisen kann, dass sein Aktienzertifikat verloren gegangen ist bzw. zerstört wurde, wird ihm auf Antrag unter den genannten Bedingungen und Zusagen - einschließlich einer Sicherheit seitens einer Versicherungsgesellschaft - ein Duplikat des betreffenden Zertifikats ausgestellt. Es liegt im Ermessen der Gesellschaft, ob das Stellen der genannten Sicherheit als alleinige Bedingung gilt. Mit der Emission des neuen Aktienzertifikats samt Vermerk, dass es sich um ein Duplikat handelt, ist das ursprüngliche Aktienzertifikat, für welches das neue ausgestellt wurde, nichtig.

Beschädigte Aktienzertifikate können auf Anordnung der Gesellschaft gegen neue eingetauscht werden. Die beschädigten Aktienzertifikate werden an die Gesellschaft ausgehändigt und unverzüglich annulliert.

Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen die Kosten für die Ausstellung eines Duplikats oder eines neuen Aktienzertifikats, sowie sämtliche von der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausstellung und der diesbezüglichen Eintragung oder die Annullierung des ursprünglichen Aktienzertifikats verauslagten Kosten, auferlegen.

Art. 7. Besitzbeschränkung. Die Gesellschaft kann das Eigentum von Aktien der Gesellschaft durch jede natürliche Person, Firma oder juristische Person einschränken oder verhindern.

1) Insbesondere kann die Gesellschaft das Eigentum an ihren Aktien einschränken oder verhindern, wenn es sich um so genannte «U.S. Persons» gemäß nachfolgender Definition handelt. Dasselbe gilt für Personen, bei denen das Eigentum dieser Aktien einen Verstoß gegen gesetzliche oder aufsichtsrechtliche Vorschriften darstellt oder bei denen das Eigentum steuerliche Nachteile für die Gesellschaft bzw. ihre Aktionäre nach sich ziehen würde, dasselbe gilt für Personen, die nicht

unter die Bezeichnung Erlaubte Investoren fallen (im Folgenden «vom Erwerb ausgeschlossene Personen»). Zu diesem Zweck ist die Gesellschaft ermächtigt:

a) die Emission bzw. den Eintrag von Übertragungen von Aktien aller Art abzulehnen, sofern diese Eintragung oder Übertragung ihres Erachtens eine vom Erwerb ausgeschlossene Person in das wirtschaftlichen Eigentum einer solchen Aktie bringt oder bringen könnte.

b) jederzeit jede Person, deren Name im Aktionärsregister eingetragen ist oder welche die Übertragung von Aktien ins Aktionärsregister eintragen lassen möchte, auffordern, ihr sämtliche Gewährleistungen oder Haftungen oder Angaben samt der entsprechenden eidesstattlichen Erklärung zu erteilen, die sie für nötig hält, um festzustellen, ob eine vom Erwerb ausgeschlossene Person wirtschaftlicher Eigentümer dieser Aktien ist oder zukünftige sein wird.

c) wenn die Gesellschaft über Anhaltspunkte verfügt, dass eine vom Erwerb ausgeschlossene Person entweder alleine oder zusammen mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer der Aktien ist oder gegen seine Gewährleistungen und Haftungen verstößt oder derartige Gewährleistungen und Haftungen nicht abgibt, kann der Verwaltungsrat den obligatorischen Rückkauf sämtlicher bzw. eines Teils dieser Aktien vom betreffenden Aktionär verlangen.

2) Bei der Abwicklung eines obligatorischen Rückkaufs wird wie folgt verfahren:

a) Die Gesellschaft hat demjenigen Aktionär, welcher laut Aktionärsregister Eigner der zurückzukaufenden Aktien ist, eine Mitteilung (im Folgenden «Rückkaufsmittteilung») zu machen. Diese Mitteilung hat Folgendes zu enthalten: eingehende Angaben zu den zurückzukaufenden Aktien wie oben, Preisangebot für diese Aktien und Ort, an welchem der Rückkaufspreis zu hinterlegen ist. Jede derartige Mitteilung wird dem betreffenden Aktionär durch frankiertes Einschreiben an die letztbekannte Adresse oder an die Adresse, die in den Büchern der Gesellschaft erscheint, zugestellt. Der betreffende Aktionär ist in der Folge verpflichtet, der Gesellschaft das Aktienzertifikat bzw. die Aktienzertifikate über die in der Rückkaufsmittteilung aufgeführten Aktien auszuhändigen. Sogleich nach Ende des in der Rückkaufsmittteilung festgesetzten Datums endet das Eigentum des betreffenden Aktionärs an den in der Mitteilung aufgeführten Aktien. Sein Name wird im Zusammenhang mit diesen Aktien im Aktionärsregister getilgt.

b) Der Kurs (im folgenden «Rückkaufskurs»), zu welchem die genannten und in der Rückkaufsmittteilung aufgeführten Aktien gehandelt werden, entspricht dem Rücknahmekurs von Aktien der Gesellschaft gemäß Artikel 20 der vorliegenden Satzung.

c) Die Zahlung des Rückkaufspreises erfolgt an den Eigentümer der betreffenden Aktien, falls keine Devisenbeschränkungen in Kraft sind. Die Gesellschaft überweist den entsprechenden Betrag an eine Bank in Luxemburg bzw. an einem andern Ort (gemäß Angaben in der Rückkaufserklärung) zur Auszahlung an den betreffenden Eigentümer. Die Zahlung erfolgt erst nach Rückgabe des/der Aktienzertifikats/e über die in der genannten Mitteilung aufgelisteten Aktien. Nach Überweisung des Preises (Verkaufsgegenwert) wie oben dargestellt hat kein Eigentümer der Aktien noch weiterhin Eigentumsrechte an diesen Aktien bzw. einem Teil derselben bzw. in dieser Hinsicht eine Forderung gegen die Gesellschaft oder ihre Aktiven, mit der Einschränkung, dass der Eigentümer der Aktien das Recht hat, die Auszahlung des wie oben dargestellt überwiesenen Preises (ohne Zinsen) von der genannten Bank gegen Übergabe des bzw. der Aktienzertifikats/e, wie oben dargestellt, zu erhalten.

3) Die Ausübung der in diesem Artikel eingeräumten Befugnisse seitens der Gesellschaft kann in keinem Fall mit der Begründung in Frage gestellt oder für unwirksam erklärt werden, dass ungenügende Nachweise dafür vorlagen, dass eine bestimmte Person Eigentümer der Aktien war oder dass sich die wahren Besitzverhältnisse anders verhielten, als sie der Gesellschaft am Tag der Rückkaufserklärung zu sein schienen. Voraussetzung ist hierfür allerdings, dass die Gesellschaft ihre Befugnisse in gutem Glauben ausgeübt hat.

4) Die Gesellschaft kann jederzeit die Annahme der Stimmen von so genannten „US Persons“ bei jeder Hauptversammlung verweigern.

Art. 8. Person der Vereinigten Staaten. In der vorliegenden Satzung bezeichnet der Begriff «U.S. Person» gemäß anwendbarem Recht bzw. gemäß den Änderungen, welche die Verwaltungsräte den Aktionären mitzuteilen haben, einen Bürger oder eine Person mit Wohnsitz in den Vereinigten Staaten von Amerika, deren Territorien bzw. Besitzungen oder sonstigen unter Rechtshoheit der USA stehenden Gebieten einschließlich der Bundesstaaten und Federal District of Columbia (im Folgenden die «Vereinigten Staaten») (einschließlich jeder Gesellschaft, Partnerschaft oder sonstigen Einheit, welche entweder in den USA oder gemäß den Gesetzen der USA bzw. eines politischen Teilgebiets der USA organisiert sind). Dieser Begriff schließt ebenfalls Vermögen und Trusts ein, mit Ausnahme derjenigen Vermögen und Trusts, deren Einkommen aus Quellen außerhalb der Vereinigten Staaten stammt (und die nicht effektiv mit dem Betreiben von Handel bzw. einem Geschäft innerhalb der Vereinigten Staaten verbunden sind) und deren Einkommen nicht zum Zweck der Berechnung der bundesstaatlichen Einkommenssteuer der Vereinigten Staaten angerechnet wird. Vorbehalten bleibt, dass dieser Begriff sich nicht auf die Zweigstellen oder Agenturen US-amerikanischer Banken bzw. Versicherungen bezieht, die außerhalb der USA unter lokaler Aufsicht das Bank- bzw. Versicherungsgeschäft betreiben und sich zudem nicht ausschließlich mit der Anlage in Wertpapieren gemäß dem United States Securities Act von 1933 befassen.

Art. 9. Hauptversammlung. Die jährliche Hauptversammlung der Aktionäre findet gemäß Luxemburger Gesetz am eingetragenen Gesellschaftssitz der Gesellschaft statt bzw. an demjenigen anderen Ort, welcher in der Einladung zur Hauptversammlung angegeben ist.

Datum der Hauptversammlung ist der jeweils dritte Freitag des Monats Juli jeden Jahres um 11:00 Uhr. Wenn es sich bei diesem Tag nicht um einen Bankgeschäftstag in Luxemburg handelt, findet die Hauptversammlung am nächstfolgenden Bankgeschäftstag in Luxemburg statt. Die jährliche Hauptversammlung kann im Ausland abgehalten werden, falls nach dem letztinstanzlichen Urteil des Verwaltungsrats außergewöhnliche Umstände dies erfordern.

Zusätzliche Aktionärsversammlungen können an dem Ort und zu der Zeit abgehalten werden, wie sie in der entsprechenden Einladung angegeben sind.

Art. 10. Befugnisse der Hauptversammlung. Jede ordnungsgemäß zusammengetretene Hauptversammlung vertritt die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Sie ist in umfassender Weise befugt, Maßnahmen anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen, welche sich auf den Betrieb der Gesellschaft beziehen.

Art. 11. Ladung und Quorum. Das vom Gesetz festgesetzte Quorum ist für die Durchführung der Aktionärsversammlungen maßgeblich, sofern in der vorliegenden Satzung nichts anderes festgelegt ist.

Jede Aktie einer beliebigen Klasse berechtigt ohne Ansehen des Nettovermögenswerts je Aktie der entsprechenden Klasse zu einer Stimme, sofern das Gesetz keine weiteren Beschränkungen vorgibt.

Jeder Aktionär hat das Recht, für Aktionärsversammlungen eine andere Person schriftlich mittels Brief, Telefax oder einem elektronischen Medium an seiner Stelle zu bevollmächtigen.

Falls in der vorliegenden Satzung nichts anderes festgelegt ist bzw. das Gesetz nicht anderes verlangt, werden Beschlüsse einer ordentlich einberufenen Aktionärsversammlung mit einfacher Mehrheit der anwesenden und zur Abstimmung berechtigten Personen gefasst.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, alle übrigen von den Aktionären zu erfüllenden Teilnahmebedingungen für die Hauptversammlung festzulegen.

Aktionäre versammeln sich nach Aufforderung seitens des Verwaltungsrats gemäß der Einladung samt Tagesordnung. Diese ist per Post mindestens acht Tage vor der betreffenden Versammlung an die im Aktionärsregister eingetragene Adresse jedes Aktionärs zu versenden.

Falls Inhaberaktien ausstehen, ist die Einladung zusätzlich zwei Mal im Abstand von acht Tagen im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations von Luxemburg sowie einer Luxemburger Tageszeitung und den vom Verwaltungsrat angegebenen anderen Zeitungen zu veröffentlichen, wobei die zweite Veröffentlichung mindestens acht Tage vor dem Datum der betreffenden Versammlung zu erfolgen hat.

Falls allerdings sämtliche Aktionäre bei einer Aktionärsversammlung anwesend oder vertreten sind und falls sie bestätigen, von der Tagesordnung der Versammlung in Kenntnis gesetzt worden zu sein, kann diese Versammlung ohne vorherige Einberufung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 12. Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat mit mindestens drei Mitgliedern geleitet. Dabei ist es nicht erforderlich, dass die Verwaltungsratsmitglieder Aktionäre der Gesellschaft sind.

Die Verwaltungsräte werden durch Wahl der Aktionäre an der jährlichen Hauptversammlung bestellt. Ihre Amtsdauer endet mit der nächstfolgenden jährlichen Hauptversammlung und dauert bis zur Wahl und Bestätigung ihrer Nachfolger. Die Abberufung eines Verwaltungsrats mit oder ohne Grund durch Aktionärsbeschluss bleibt vorbehalten.

Falls das Amt eines Verwaltungsratsmitglieds infolge Todes, Pensionierung oder aus anderen Gründen vakant wird, können die übrigen Verwaltungsräte durch Mehrheitsbeschluss einen neuen Verwaltungsrat wählen, welcher das vakante Amt bis zur nächsten Aktionärsversammlung versieht.

Art. 13. Verwaltungsratsordnung. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und einen bzw. mehrere Vizepräsidenten zu bestellen.

Er kann zudem einen Schriftführer wählen, welcher nicht Mitglied des Verwaltungsrats zu sein braucht und für die Protokollführung bei den Verwaltungsratssitzungen und Aktionärsversammlungen verantwortlich ist. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung seines Vorsitzenden bzw. zweier Mitglieder an dem Ort zusammen, welcher in der Einladung angegeben ist. Der Vorsitzende führt bei sämtlichen Aktionärsversammlungen sowie sämtlichen Sitzungen des Verwaltungsrats den Vorsitz. Falls er abwesend oder verhindert ist, sind die Aktionäre bzw. Mitglieder des Verwaltungsrats ermächtigt, ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats und für Versammlungen der Aktionäre eine andere Person durch Mehrheitsabstimmung der Anwesenden zum zeitweiligen Vorsitzenden zu ernennen. Die Mitglieder des Verwaltungsrats sind ausschließlich in ordentlich einberufenen Sitzungen beschlussfähig.

Art. 14. Befugnisse des Verwaltungsrats. Der Verwaltungsrat hat die Befugnis, die Gesellschafts- und Anlagepolitik hinsichtlich der Anlagen, welche sich auf jede Klasse von Aktien beziehen, nach dem Grundsatz der Risikostreuung zu bestimmen, sowie die Geschäftsführung und Leitung der Angelegenheiten der Gesellschaft. Dies geschieht unter Beachtung der gemäß Gesetz oder Verordnung oder dieser Satzung vom Verwaltungsrat im Zusammenhang mit den für jede Aktienklasse vorzunehmenden Anlagen festgesetzten Anlage-restrictionen.

1) Der Verwaltungsrat hat die weitesten Befugnisse, um im Interesse der Gesellschaft sämtliche Maßnahmen zwecks Verwaltung oder Verfügung durchzuführen. Sämtliche Befugnisse, welche nicht spezifisch vom Gesetz oder, durch diese Satzung der Hauptversammlung der Aktionäre vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeits- und Verfügungsbereich des Verwaltungsrats.

Die Mitglieder des Verwaltungsrats können die Gesellschaft nicht durch ihre individuellen Handlungen binden, falls dies nicht durch einen entsprechenden Verwaltungsratsbeschluss genehmigt ist.

2) Der Verwaltungsrat kann von Zeit zu Zeit Angestellte der Gesellschaft, Generalverwalter und assistierende Generalverwalter, Sekretäre und Hilfssekretäre benennen, welche für die Operationen und die Verwaltung der Gesellschaft zuständig sind und welche nicht Verwaltungsratsmitglied oder Aktionär zu sein brauchen. Eine solche Benennung kann jederzeit vom Verwaltungsrat widerrufen werden. Die ernannten Beamten, falls nicht anders in der Satzung vorgesehen, werden die Befugnisse und Aufgaben haben, welche ihnen durch den Verwaltungsrat zugeteilt wurden.

3) Zudem ist der Verwaltungsrat ermächtigt, im Hinblick auf die Umsetzung der Anlagepolitik der Gesellschaft einen oder mehrere Investment Manager zu ernennen.

4) Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen, sofern dies nach dem Gesetz möglich ist, seine Befugnisse auch auf ein Komitee, bestehend aus einer oder mehreren Personen, die nicht Verwaltungsratsmitglied(er) zu sein brauchen, übertragen.

Sämtliche Ernennungen dieser Art können jederzeit durch den Verwaltungsrat widerrufen werden.

5) Einladungen zu Sitzungen des Verwaltungsrats sind schriftlich mittels Brief, Telefax oder einem elektronischen Medium an sämtliche Mitglieder des Verwaltungsrats vorzunehmen und haben mindestens vierundzwanzig Stunden vor dem Tag der betreffenden Sitzung zu erfolgen. Die Einladung hat den Zweck jeden einzelnen Verhandlungsgegenstand bzw. Tagesordnungspunkt der Sitzung zu nennen. An der betreffenden Sitzung dürfen keine anderen als die in dieser Einladung aufgeführten Tagesordnungspunkte behandelt werden, zudem ist jede Handlung des Verwaltungsrats, die nicht in der Einladung erwähnt ist, ungültig. Ein Verzicht auf die Einladung ist möglich, sofern er seitens jedes Mitglieds des Verwaltungsrats in schriftlicher Form mittels Brief, Telefax oder einem elektronischen Medium erfolgt. Durch ihre persönliche Anwesenheit bzw. die Anwesenheit ihrer Bevollmächtigten an der betreffenden Sitzung erklären sich diese Verwaltungsratsmitglieder mit dem Verzicht einverstanden. Spezifische Einladungen sind für einzelne Sitzungen nicht erforderlich, falls diese gemäß einem zuvor durch Verwaltungsratsbeschluss genehmigten Zeitplan sowie zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

6) Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann bei jeder ordnungsgemäß einberufenen Sitzung des Verwaltungsrats Beschlüsse fassen, indem es in schriftlicher Form mittels Brief, Telefax oder einem elektronischen Medium ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats entsprechend bevollmächtigt. Jedes Mitglied des Verwaltungsrats kann an Sitzungen des Verwaltungsrats über Telefonkonferenzen, Videokonferenzen oder auf anderen hör- bzw. sichtbaren Kommunikationswegen teilnehmen. Jedes Mitglied des Verwaltungsrats, das auf einem der beschriebenen Wege an einer Sitzung des Verwaltungsrats teilnimmt, gilt für die betreffende Sitzung als persönlich anwesend.

Eine Sitzung des Verwaltungsrats in Form einer Telefonkonferenz bzw. Videokonferenz oder mittels beliebiger anderer hör- bzw. sichtbarer Kommunikationswege ist gültig und bindend wie eine Sitzung mit physischer Präsenz, falls ein Quorum der Verwaltungsratsmitglieder an ihr teilnimmt sowie ein Sitzungsprotokoll erstellt und durch den Vorsitzenden der Sitzung unterzeichnet wird.

Der Verwaltungsrat kann nur dann wirksam beraten und beschließen, wenn mindestens die Mehrheit aller seiner Mitglieder an der betreffenden Verwaltungsratssitzung anwesend bzw. vertreten ist. Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden bzw. vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Verwaltungsratsmitglieder, die weder persönlich anwesend sind noch vertreten werden, können ihre Stimme auf schriftlichem Weg mittels Brief, Telefax oder einem elektronischen Medium abgeben.

Falls in einer Sitzung Stimmgleichheit für bzw. gegen einen Beschluss besteht, ist die Stimme des Vorsitzenden Ausschlag gebend.

Zirkularbeschlüsse, welche von sämtlichen Mitgliedern des Verwaltungsrats unterzeichnet wurden, haben die gleiche Wirksamkeit wie bei einer ordentlich zusammengerufenen und abgehaltenen Verwaltungsratssitzung gefasste Beschlüsse. Die betreffenden Unterschriften können auf einem einzelnen Dokument oder auf mehreren Kopien desselben Beschlusses erfolgen und können durch Briefe oder Faksimile nachgewiesen werden. Derartige Beschlüsse treten zu dem im Zirkularbeschluss genannten Datum in Kraft. Falls kein spezifisches Datum erwähnt wird, tritt der betreffende Zirkularbeschluss an demjenigen Tag in Kraft, an welchem die letzte Unterschrift eines Verwaltungsratsmitglieds erfolgt ist.

Beschlüsse, die auf anderen elektronischen Kommunikationswegen wie E-Mail erfolgen, sind danach durch einen entsprechenden Zirkularbeschluss zu formalisieren. Dieser Zirkularbeschluss tritt zu demjenigen Datum in Kraft, an welchem die letzte Zustimmung auf elektronischem Weg bei der Gesellschaft eingetroffen ist.

Die betreffenden bei allen Verwaltungsratsmitgliedern eingegangenen Zustimmungen sind ein unabtrennbarer Anhang zu dem entsprechenden Zirkularbeschluss über den zuvor auf elektronischem Weg gefassten Beschluss.

Zirkularbeschlüsse können ausschließlich durch einstimmige Zustimmung sämtlicher Verwaltungsratsmitglieder erfolgen.

Art. 15. Protokoll des Verwaltungsrates. Das Protokoll jeder Verwaltungsrats-sitzung ist durch den Vorsitzenden der betreffenden Sitzung zu unterzeichnen.

Kopien bzw. Auszüge dieser Protokolle, welche in Gerichtsverfahren oder unter anderen Umständen vorgelegt werden, sind durch den Vorsitzenden, den Schriftführer bzw. zwei Mitglieder des Verwaltungsrats zu unterzeichnen.

Art. 16. Interessenkonflikte. Verträge bzw. sonstige Transaktionen zwischen der Gesellschaft und beliebigen anderen Gesellschaften oder Unternehmen werden nicht von der Tatsache tangiert bzw. außer Kraft gesetzt, dass eines oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats bzw. ein oder mehrere leitende Angestellte an dieser letzteren Gesellschaft einen Anteil hält oder als Verwaltungsratsmitglied, Teilhaber, leitender Angestellter oder Mitarbeitender dieser letzteren Gesellschaft bzw. dieses letzteren Unternehmens fungiert. Jedes Verwaltungsratsmitglied bzw. jeder leitende Angestellte der Gesellschaft, welches/welcher als Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder Mitarbeitender einer Gesellschaft bzw. eines Unternehmens fungiert, mit der/dem die Gesellschaft Verträge schließt oder anderweitige Geschäfte tätigt, wird durch seine Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft bzw. diesem anderen Unternehmen nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit solchen Verträgen bzw. Geschäften zu beraten, über sie zu beschließen oder hiermit im Zusammenhang stehende Handlungen auszuführen.

Falls ein Verwaltungsratsmitglied bzw. ein leitender Angestellter der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einer Transaktion der Gesellschaft hat, hat er dies dem Verwaltungsrat mitzuteilen und über die betreffende Transaktion nicht zu beraten bzw. abzustimmen. Zudem ist über diese Transaktion sowie das persönliche Interesse des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds bzw. leitenden Angestellten an der nächsten Aktionärsversammlung Bericht zu erstatten. Der Begriff «persönliches Interesse» gemäß dem vorhergehendem Satz bezieht sich nicht auf Beziehungen oder Interessen in Angelegenheiten, Positionen oder Transaktionen mit Beteiligung der Commerzbank-Gruppe, von deren Tochtergesellschaften oder verbundenen Gesellschaften oder von sonstigen Gesellschaften oder juristischen Personen, die von Zeit zu Zeit vom

Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen bestimmt werden können.

Art. 17. Abfindung. Die Gesellschaft kann jedes Verwaltungsratsmitglied bzw. jeden leitenden Angestellten sowie dessen Erben, Testamentsvollstrecker oder Nachlassverwalter für angemessene Aufwendungen im Zusammenhang mit Klagen, Forderungen oder Prozessen entschädigen, an denen es/er aufgrund seiner Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglied oder leitender Angestellter der Gesellschaft beteiligt ist. Entschädigungen können ebenfalls auf Antrag erfolgen im Falle von anderen Gesellschaften, bei denen die Gesellschaft Aktien oder Forderungen hält und bei welchen kein Anspruch auf Entschädigung besteht, falls es sich nicht um Vorfälle handelt, bei denen es/er letztendlich wegen grober Fahrlässigkeit oder absichtlichen Fehlverhaltens zu Schadenersatz verurteilt wird.

Art. 18. Unterschriftsbefugnisse. Die Gesellschaft wird ausschließlich bindend vertreten durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern, leitenden Angestellten oder anderen durch den Verwaltungsrat entsprechend ermächtigten Personen. Zwei Verwaltungsratsmitglieder können für ein Einzelgeschäft eine Einzelvollmacht für ein Verwaltungsratsmitglied, einen leitenden Angestellten oder eine andere Person erteilen.

Art. 19. Buchprüfung. Die Gesellschaft hat einen unabhängigen Wirtschaftsprüfer («réviseur d'entreprises») zu ernennen, welcher die gesetzlich vorgeschriebenen Aufgaben erfüllt. Der unabhängige Wirtschaftsprüfer wird von der jährlichen Hauptversammlung der Aktionäre ernannt. Sein Mandat gilt bis zur Wahl seines Nachfolgers.

Art. 20. Rückkauf der Aktien. Wie in den nachfolgenden Bestimmungen im Einzelnen dargelegt, hat die Gesellschaft die Befugnis, jederzeit eigene Aktien unter alleiniger Beachtung der gesetzlichen Beschränkungen zurückzukaufen.

1) Jeder Aktionär der Gesellschaft kann diese durch Mitteilung auffordern, sämtliche oder einen Teil seiner Aktien zurückzukaufen. Die betreffende Mitteilung hat vor demjenigen Datum bei der Gesellschaft einzugehen, an dem der entsprechende Nettovermögenswert festgestellt wird. In diesem Fall wird die Gesellschaft die betreffenden Aktien unter Berücksichtigung der gesetzlichen Beschränkungen sowie unter Vorbehalt der in Artikel 21 der vorliegenden Satzung vorgesehenen Aussetzung der Rückkaufsverpflichtung zurückkaufen. Die von der Gesellschaft zurückgekauften Aktien werden annulliert.

Der Aktionär erhält pro Aktie einen Preis, welcher auf Grundlage des Nettovermögenswerts pro Aktie der betreffenden Klasse gemäß den Vorschriften von Artikel 21 der vorliegenden Satzung berechnet wird. Vom Nettovermögenswert kann eine Rücknahmegebühr oder eine bei Rücknahme fällige Verkaufsgebühr zugunsten der Vertriebsstelle der Gesellschaft abgezogen werden. Dies gilt auch für einen Abzug für geschätzte Kosten und Aufwendungen, welche der Gesellschaft bei Verkauf des entsprechenden Prozentsatzes der Vermögenswerte in der betroffenen Vermögensmasse entstehen würden, um daraus den Rückkauf in der beantragten Größenordnung gemäß Emissionsdokumenten der Gesellschaft zu finanzieren.

2) Jeder Rückkaufsantrag ist durch den betreffenden Aktionär in der durch den Verwaltungsrat vorgegebenen Weise und zusammen mit den vom Verwaltungsrat in den Emissionsunterlagen der Gesellschaft vorgesehenen Dokumenten beim Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg oder bei den Geschäftsräumen einer von der Gesellschaft im Zusammenhang mit dem Rückkauf der Aktien dazu bestimmten physischen oder juristischen Person einzureichen.

3) Falls durch den Rückkauf oder die Umwandlung eines Teils der Aktien einer bestimmten Klasse die Position eines Aktionärs in Aktien dieser Klasse unter die durch den Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegte Mindestbestandsgrenze fällt bzw. - gesetzt den Fall, dass der Mindestzeichnungsbetrag zur Zeit der Zeichnung für die betroffene Klasse aufgehoben wurde - falls dieser Wert unter den Gesamtwert der Aktien der betroffenen Klasse fällt, welche der Aktionär ursprünglich zeichnete, wird der betreffende Aktionär so behandelt, als ob er je nach Sachlage den Rückkauf bzw. die Umwandlung sämtlicher seiner Aktien dieser Klasse beantragt hätte.

4) Zudem ist der Verwaltungsrat ermächtigt zu entscheiden, dass der Rückkauf bzw. die Umwandlung eines Teils oder aller Aktien für eine bestimmte, nach Ermessen des Verwaltungsrats im besten Interesse der Gesellschaft liegende Zeit zurückgestellt wird, falls Anträge auf Rückkauf bzw. Umwandlung sich auf mehr als einen bestimmten Prozentsatz der ausstehenden Aktien einer bestimmten Klasse beziehen. Dieser Prozentsatz wird von Zeit zu Zeit durch den Verwaltungsrat festgelegt. An diesem späteren Datum werden die betreffenden Rückkaufs- bzw. Umwandlungsanträge vor den später eingegangenen Anträgen behandelt.

5) Der Verwaltungsrat ist weiterhin befugt, nach freiem Ermessen zwangsweise Positionen in einer Aktienklasse zurückzukaufen, welche unter der von ihm von Zeit zu Zeit festgelegten und in den Emissionsunterlagen der Gesellschaft veröffentlichten Mindestbestandsgrenze liegen, wobei letztere dem Mindestzeichnungsbetrag entspricht. Falls der Mindestzeichnungsbetrag bei einem bestimmten Aktionär keine Anwendung gefunden hat, erfolgt der zwangsweise Rückkauf, wenn der Wert von Positionen in einer Aktienklasse unter dem Gesamtwert der ursprünglich gezeichneten Aktien der betreffenden Klasse liegt.

Art. 21. Berechnung des Nettovermögenswertes. Zur Festlegung des Emissions-, Rückkaufs- und Umwandlungspreises der Aktien wird der Nettovermögenswert der Gesellschaft für jede einzelne Klasse von Zeit zu Zeit durch die Gesellschaft bestimmt. Diese Bestimmung erfolgt mindestens einmal jährlich und wird durch den Verwaltungsrat festgelegt (jeder Tag bzw. Zeitpunkt der Bestimmung des Nettovermögenswertes wird im Folgenden als «Bewertungstag» bezeichnet), unter der Bedingung, dass in jedem Fall der nächstfolgende Bankgeschäftstag in Luxemburg als Bewertungstag gilt, falls der eigentliche Bewertungstag in Luxemburg bzw. jedem anderen durch den Verwaltungsrat festgelegten Ort ein Bankfeiertag ist.

1) Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit und in beliebigen Abständen die Bestimmung des Nettovermögenswertes für Aktien eines bestimmten Subfonds aussetzen. Dasselbe gilt für die Emission und den Rückkauf von Aktien jedes beliebigen Subfonds von den betreffenden Aktionären sowie für Wandlungen in und aus Aktien jeder Klasse eines Subfonds, falls ein bedeutender Teil der Vermögenswerte des Subfonds:

a) nicht bewertet werden kann, weil eine Börse oder ein Markt geschlossen ist, oder falls der Handel an einer solchen Börse oder an einem solchen Markt beschränkt oder ausgesetzt ist, oder

b) nicht frei verfügbar ist, weil ein Ereignis politischer, wirtschaftlicher, militärischer, monetärer oder anderweitiger Natur, das außerhalb der Kontrolle der Gesellschaft liegt, Verfügungen über das Vermögen des Subfonds nicht erlaubt bzw. den Interessen der Aktionäre abträglich wäre; oder

c) nicht bewertet werden kann, da wegen einer Unterbrechung der Nachrichtenverbindungen oder aus irgendeinem anderen Grund eine Bewertung unmöglich ist, oder,

d) nicht für Geschäfte zur Verfügung steht, weil Beschränkungen des Devisenverkehrs oder Beschränkungen sonstiger Art Übertragungen von Vermögenswerten undurchführbar machen, oder wenn nach objektiv nachprüfbar Maßstäben feststeht, dass Geschäfte nicht zu normalen Devisenwechsellkursen getätigt werden können.

Diese Aussetzungen sind, falls angemessen, durch die Gesellschaft zu veröffentlichen und den Anlegern, welche Anträge auf Emission, Umwandlung oder Rückkauf von Aktien seitens der Gesellschaft gestellt haben mitzuteilen, sobald diese den entsprechenden schriftlichen Antrag gemäß Artikel 21 der vorliegenden Satzung einreichen.

Diese Aussetzungen in einem beliebigen Subfonds haben keinerlei Auswirkungen auf die Berechnung des Nettovermögenswertes bzw. die Emission, den Rückkauf und die Umwandlung von Aktien der übrigen Subfonds, falls die für die Aussetzung maßgeblichen Umstände sich nicht auf die Anlagen im Namen der betreffenden Subfonds erstrecken.

2) Falls in den Emissionsunterlagen nichts Gegenteiliges festgehalten wurde bzw. keine gegenteiligen Beschlüsse des Verwaltungsrats ergangen sind, wird der Nettovermögenswert von Aktien jedes Subfonds als Wert je Aktie des betreffenden Subfonds in der Referenzwährung ausgedrückt. Er wird an jedem Bewertungstag durch Teilung des auf die jeweilige Aktienklasse entfallenden Nettovermögens der Gesellschaft - d. h. des Werts der auf die betreffende Klasse entfallenden Vermögensgegenstände der Gesellschaft abzüglich der auf diese Klasse entfallenden Verbindlichkeiten am Ende des als Bewertungstag vorgesehenen Geschäftstags - durch die Anzahl der in diesem Zeitpunkt ausstehenden Aktien der betreffenden Klasse ermittelt. Diese Ermittlungen erfolgen ohne Ausnahme gemäß den folgenden Bewertungsvorschriften bzw. In Fällen, welche in den betreffenden Vorschriften nicht vorgesehen sind, auf eine nach Ansicht des Verwaltungsrats gerechte und billige Weise.

Die Berechnung des Nettovermögenswertes einer alternativen Währungsklasse erfolgt zuerst in der Referenzwährung des jeweiligen Subfonds. Die Berechnung des Nettovermögenswertes des Subfonds für die betreffende Klasse erfolgt durch Teilung durch die Anzahl der emittierten Aktien dieser Klasse, falls in den Emissionsunterlagen nichts Gegenteiliges vorgesehen ist.

Sämtliche Bewertungsregeln und Beschlüsse sind gemäß allgemein gültigen Rechnungslegungsgrundsätzen («generally accepted accounting principles») zu fassen und auszulegen.

Außer in Fällen von Arglist, Fahrlässigkeit oder offensichtlichem Irrtum ist jede Entscheidung des Verwaltungsrats oder jeder Bank, Gesellschaft oder anderer Institution, welche der Verwaltungsrat gegebenenfalls mit der Berechnung des Nettovermögenswertes beauftragt hat, sowohl für die Gesellschaft als auch für sämtliche jetzigen, früheren und zukünftigen Aktionäre endgültig und bindend.

3) Als Aktiva des Gesellschaftsvermögens gelten:

- a) alle liquiden Mittel und Einlagen, einschließlich aufgelaufener Zinsen,
 - b) sämtliche Wechsel, Zahlungsaufforderungen und Forderungen (einschließlich noch nicht eingegangener Erlöse aus dem Verkauf von Wertpapieren);
 - c) sämtliche Anleihen, Time Notes, Aktien, Wertpapiere, Schuldverschreibungen, Vorzugsaktien, Bezugsrechte, Optionsscheine sowie sonstige Anlageinstrumente und Wertpapiere im Besitz der Gesellschaft bzw. durch die Gesellschaft abgeschlossen (unter der Bedingung, dass die Gesellschaft Anpassungen aufgrund der Fluktuationen des Marktwerts der Wertpapiere vornehmen kann, falls diese Fluktuationen durch Handel ohne Einbezug der Dividende bzw. des Bezugsrechts oder ähnliche Verfahren auftreten);
 - d) sämtliche Anteile bzw. Aktien in Organismen für gemeinsame Anlagen,
 - e) sämtliche der Gesellschaft zustehenden Wertpapiere, Stockdividenden, Bardividenden und Barausschüttungen;
 - f) sämtliche aufgelaufenen Zinsen aus verzinslichen Wertpapieren im Besitz der Gesellschaft, es sei denn die Verzinsung wäre bereits im Kapitalbetrag des betreffenden Wertpapiers enthalten oder berücksichtigt,
 - g) die vorläufigen Gründungskosten der Gesellschaft, einschließlich der Kosten für die Emission und den Vertrieb der Aktien der Gesellschaft, soweit diese nicht abgeschrieben sind, und
 - h) sämtliche sonstigen Vermögenswerte aller Art, einschließlich voraus-bezahlter Aufwendungen.
- 4) Falls in den Emissionsunterlagen nichts Gegenteiliges vermerkt ist bzw. der Verwaltungsrat keine gegenteiligen Beschlüsse gefasst hat, wird der Wert der genannten Aktiven für jeden Subfonds wie folgt festgestellt:
- a) Wertpapiere, die an einer Börse notiert sind oder regelmäßig an einer solchen Börse gehandelt werden, sind zum letzten verfügbaren Kurs zu bewerten. Steht kein bezahlter Kurs zur Verfügung, ist aber ein Schlussmittelkurs (Mittelwert zwischen dem letzten Geld- und dem letzten Briefkurs) oder ein Schlussgeldkurs notiert, kann auf den Schlussmittelkurs oder alternativ auf den Schlussgeldkurs abgestellt werden.
 - b) Wenn ein Wertpapier an verschiedenen Börsen gehandelt wird, erfolgt die Bewertung in Bezug auf die Börse, an der dieses in erster Linie gehandelt wird.
 - c) Wenn bei Wertpapieren mit unbedeutendem Börsenhandel jedoch ein Sekundärmarkt mit geregelterm Freiverkehr zwischen Wertpapierhändlern besteht, der zu einer marktmäßigen Preisbildung führt, kann die Bewertung auf Grund des Sekundärmarkts vorgenommen werden.
 - d) Wertpapiere, die an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden nach der gleichen Methode bewertet wie Wertpapiere mit Börsennotierung.
 - e) Aktien bzw. Anteile an offenen Organismen für gemeinsame Anlagen werden zum letzten für sie berechneten bekannten Nettovermögenswert bewertet, gegebenenfalls unter Berücksichtigung der Rückkaufsgebühren. Falls für Aktien bzw. Anteilen an Zielfonds kein Nettovermögenswert zur Verfügung steht, sondern lediglich An- und Verkaufspreise, so können die Aktien bzw. Anteile solcher Zielfonds zum Mittelwert zwischen solchen An- und Verkaufspreisen bewertet werden.
 - f) Wertpapiere ohne Börsennotierung, die nicht an einem geregelten Markt gehandelt werden, sind zum letzten verfügbaren Marktpreis zu bewerten. Falls kein solcher Preis zur Verfügung steht, hat der Verwaltungsrat diese Wertpapiere gemäß anderen von ihm festzulegenden Kriterien sowie auf Grundlage des wahrscheinlich zu erzielenden Verkaufspreises zu bewerten, wobei Letzterer mit der gebührenden Umsicht und in gutem Glauben festzulegen ist.
 - g) Derivate werden gemäß den vorhergehenden Abschnitten behandelt.
 - h) Treuhand- und Festgelder werden zum jeweiligen Nennwert zuzüglich der aufgelaufenen Zinsen bewertet.
 - i) Der Bewertungspreis eines Geldmarktinstruments wird, ausgehend vom Nettoerwerbkurs und unter Konstanzhaltung der daraus berechneten Anlagerendite sukzessive dem Rückzahlungskurs angeglichen. Bei wesentlichen Änderungen der Marktbedingungen ist die Grundlage für die Bewertung verschiedener Anlagen an den neuen Markttrenditen auszurichten.

Die aus solchen Bewertungen resultierenden Beträge werden in die Referenzwährung jedes Subfonds zum jeweils gültigen Mittelkurs umgerechnet. Bei der Durchführung dieser Umwandlung sind zum Zwecke der Absicherung von Währungsrisiken abgeschlossene Devisentransaktionen zu berücksichtigen.

Falls aufgrund besonderer oder veränderter Umstände eine Bewertung unter Beachtung der vorstehenden Regeln sich als unmöglich bzw. unrichtig erweist, so ist der Verwaltungsrat ermächtigt, andere allgemein anerkannte und von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertete Regeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung des Vermögens des Subfonds zu erreichen.

Das Nettovermögen wird je nach Sachlage auf die nächste kleinere Einheit der zu diesem Zeitpunkt gültigen Referenzwährung auf- oder abgerundet, falls in den Emissionsunterlagen nichts Gegenteiliges festgehalten ist.

Der Nettovermögenswert von einer bzw. mehreren Aktienklassen kann auch in andere Währungen umgerechnet werden. Falls der Verwaltungsrat solche Währungen festlegt, wird der Nettovermögenswert der Aktien in diesen Währungen auf die jeweils nächste kleinste gängige Währungseinheit auf- oder abgerundet.

5) Falls keine gegenteiligen Beschlüsse des Verwaltungsrats vorliegen, zählen folgende Posten zu den Verbindlichkeiten der Gesellschaft:

- a) sämtliche Darlehen, Wechselverbindlichkeiten und Forderungen;

b) sämtliche aufgelaufenen Zinsen auf Darlehen an die Gesellschaft (einschließlich aufgelaufener Bereitstellungskommissionen für solche Darlehen);

c) sämtliche aufgelaufenen oder fälligen Aufwendungen (einschließlich Verwaltungsaufwand, Anlageberatungs- und Verwaltungsgebühren inklusive leistungsabhängiger Gebühren, Depotbankgebühren und Gebühren für etwaige Vertreter der Gesellschaft);

d) sämtliche bekannten gegenwärtigen bzw. zukünftigen Verbindlichkeiten einschließlich aller fälligen vertraglichen Verpflichtungen zur Zahlung von Geldern bzw. Übertragung von Eigentum einschließlich der von der Gesellschaft festgestellten, aber noch nicht ausgeschütteten Dividenden, falls der Bewertungstag auf bzw. nach den Stichtag für die Ermittlung der Dividendenberechtigten fällt,

e) eine am Bewertungstag ausreichende Rückstellung für künftige Steuerverbindlichkeiten aufgrund von Kapital und Erträgen gemäß der von Zeit zu Zeit durch die Gesellschaft vorgenommenen Festsetzung, sowie weitere - Rücklagen, insofern der Verwaltungsrat diese genehmigt und gebilligt hat,

f) sämtliche weiteren Verbindlichkeiten der Gesellschaft jeglicher Art und Natur, welche gemäß allgemein gültigen Rechnungslegungsgrundsätzen geschätzt werden, mit Ausnahme derjenigen Verbindlichkeiten, welche durch die eigenen Aktien der Gesellschaft verkörpert sind.

Bei der Feststellung dieser Verbindlichkeiten hat die Gesellschaft sämtliche von ihr zu tragenden Kosten in Betracht zu ziehen. Diese beinhalten unter anderem Folgendes: Gründungskosten, an den Investment Manager und die Zentralverwaltungsstelle sowie von der Zentralverwaltungsstelle mit der Wahrnehmung von Zentralverwaltungsaufgaben beauftragte Dritte abzuführende Vergütungen, soweit sie nicht dem Anleger im Rahmen einer besonderen Aktienklasse direkt in Rechnung gestellt werden, Honorare und Kosten von Buchhaltern, Depotbank und Korrespondenzbanken, Domizilstelle, des mit der Führung des Aktionärsregisters und mit der Übertragung von Aktien beauftragten Bevollmächtigten der Gesellschaft, Zahlstellen und Vertretern an Orten, wo die Gesellschaft eingetragen ist, sowie von sämtlichen anderen Vertretern der Gesellschaft, die Kosten der Rechtsberatung oder Buchprüfung, Vertriebskosten, Druckkosten, Kosten der Berichterstattung und -veröffentlichung einschließlich Werbekosten und Vorbereitungs- sowie Druckkosten für die Emissionsunterlagen, erklärende Darlegungen, Eintragungserklärungen, Steuern und von Regierungen erhobene Gebühren, Kosten der Kotierung der Aktien der Gesellschaft an einer Börse oder einem anderen Markt und sämtliche sonstigen betrieblichen Aufwendungen inklusive der Kosten bei Ankauf und Verkauf von Aktiva, Zinsen, Bank- und Maklergebühren, Porto-, Telefon- und Telexkosten. Die Gesellschaft kann laufende oder regelmäßig wiederkehrende Verwaltungs- oder sonstige Ausgaben für einen jährlichen oder sonstigen Zeitraum im Voraus schätzen und den Betrag gleichmäßig auf diesen Zeitraum verteilen.

6) Die Gesellschaft wird auf folgende Weise Sondervermögen bilden:

a) der Erlös aus der Emission von Aktien einer bestimmten Klasse wird in den Büchern der Gesellschaft dem für diese Klasse errichteten Sondervermögen zugewiesen und je nach Sachlage das Verhältnis des Nettovermögens des betreffenden Sondervermögens für die zu emittierende Klasse von Aktien vermehren. Zudem werden die Aktiva und Passiva sowie die Erträge und Aufwendungen der betreffenden Klasse (n) gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Artikels dem entsprechenden Sondervermögen zugewiesen;

b) falls ein Vermögenswert von einem anderen Vermögenswert abgeleitet ist, werden diese Derivate in den Büchern der Gesellschaft demselben Sondervermögen zugewiesen wie die Basiswerte. Bei jeder Neubewertung von Aktiven wird die Wertsteigerung bzw. -minderung dem entsprechenden Sondervermögen zugewiesen.

c) falls die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingeht, die Bezug auf ein bestimmtes Sondervermögen bzw. auf eine bestimmte Handlung im Zusammenhang mit Vermögenswerten eines bestimmten Sondervermögens hat, ist diese Verbindlichkeit dem entsprechenden Sondervermögen zuzuweisen;

d) falls sich ein Vermögenswert bzw. eine Verbindlichkeit keinem bestimmten Sondervermögen zuweisen lässt, sind diese gleichmäßig sämtlichen Sondervermögen zuzuweisen. Die Zuweisung erfolgt pro rata zum Nettovermögenswert der einzelnen Klassen von Aktien, wobei allerdings eine Zuweisung aufgrund der Nettovermögen der einzelnen Sondervermögen vorbehalten bleibt, falls die Beträge dies rechtfertigen. Zudem gilt, dass sämtliche Verbindlichkeiten ohne Ansehen des Sondervermögens nur demjenigen Sondervermögen zuzuweisen sind, in dessen Namen sie eingegangen wurden;

e) falls klassenspezifische Kosten für eine Klasse beglichen werden bzw. falls auf Aktien bzw. Anteile einer bestimmten Klasse höhere Dividenden ausgeschüttet werden, ist der Nettovermögenswert der betreffenden Klasse von Aktien um die entsprechenden Kosten bzw. höheren Dividenden zu vermindern (so dass sich der prozentuelle Anteil am gesamten Nettovermögenswert des betreffenden Sondervermögens für die betreffende Aktienklasse je nach Sachlage vermindert), während der Nettovermögenswert für die weitere(n) Klasse(n) unverändert bleibt (so dass sich der prozentuelle Anteil am gesamten Nettovermögenswert des betreffenden Sondervermögens für diese andere(n) Klasse(n) je nach Sachlage erhöht);

f) wenn für eine Klasse spezifische Vermögenswerte gegebenenfalls nicht länger einer bzw. mehreren Klassen zuzuweisen sind bzw. falls Erträge oder von diesem Vermögenswerten abgeleitete Aktiven sämtlichen Klassen von im Zusammenhang mit demselben Sondervermögen ausgegebenen Aktien zuzuweisen sind, steigt der Anteil der betreffenden Klasse im Verhältnis zu diesem Beitrag; und

g) sobald Aktien einer Klasse ausgegeben bzw. zurückgekauft werden, hat die Gesellschaft die Berechtigung, das der betreffenden Klasse zuzuordnende Sondervermögen, je nach Sachlage, um den bei Emission bzw. Rückkauf bezahlten Betrag zu erhöhen bzw. zu senken.

D. Zur Auslegung des vorliegenden Artikels:

a) Aktien welche gemäß Artikel 20 zurückzukaufen sind, sind bis unmittelbar nach Geschäftsschluss an dem im vorliegenden Artikel erwähnten Bewertungstag als im Umlauf befindlich zu behandeln. Ab dem genannten Zeitpunkt und bis zur Auszahlung des Rückkaufspreises ist Letzterer als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft zu betrachten,

b) Aktien, welche durch die Gesellschaft aufgrund von Zeichnungsanträgen zu emittieren sind, werden ab Geschäftsschluss desjenigen Bewertungstags, an welchem der entsprechende Emissionspreis ermittelt wurde, als emittiert behandelt. Der Emissionspreis gilt bis zu seinem Eingang bei der Gesellschaft als Forderung ihrerseits,

c) sämtliche Anlagen, Barbestände und sonstigen Vermögen der Gesellschaft, welche nicht auf diejenige Währung lauten, in welcher der Nettovermögenswert einer Klasse ausgedrückt wird, werden unter Berücksichtigung des/r marktüblichen Wechselkurse/s am Datum und Zeitpunkt der Bestimmung des Vermögenswerts je Aktie bewertet und

d) soweit durchführbar werden an jedem Bewertungstag die an diesem Tag für die Gesellschaft vorgenommenen An- und Verkäufe von Wertpapieren mit einbezogen.

Art. 22. Zeichnungspreis. Immer wenn die Gesellschaft Aktien zur Zeichnung anbietet, entspricht der Preis, zu dem diese Aktien angeboten und verkauft werden, dem wie oben definierten Nettovermögenswert für die betreffende Aktienklasse, welcher gegebenenfalls gemäß Verwaltungsratsbeschluss um einen Betrag vermehrt wird, der dem Verwaltungsrat eine angemessene Rücklage für Steuern und Belastungen zu sein scheint (einschließlich Stempelsteuer und sonstiger Abgaben, Steuern, von Regierungen erhobene Gebühren, Maklergebühren, Bankgebühren, Übertragungsgebühren, Kosten für die Eintragung und Zertifizierung sowie vergleichbare Steuern und Gebühren), welcher anfallen würde, wenn sämtliche in die betreffenden Bewertung einbezogenen Aktiven der Gesellschaft zu dem für diese Bewertung angenommenen Wert gekauft würden, sowie unter Einbezug sämtlicher Faktoren, welche der Verwaltungsrat als angemessen erachtet. Hinzu kommen die gegebenenfalls in den Emissionsunterlagen angegebenen Gebühren. Der Preis wird auf die nächste ganze Einheit derjenigen Währung gerundet, in welcher der Nettovermögenswert der betreffenden Aktien berechnet wird, falls der Verwaltungsrat dies beschließt; es gelten die ebenfalls durch ihn beschlossenen Fristen gemäß den von ihm festgelegten und in den Emissionsunterlagen veröffentlichten Verfahren. Der so berechnete Zeichnungspreis ist nicht später als sieben Geschäftstage zahlbar oder innerhalb einer kürzeren Frist falls so von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat festgelegt.

Zudem kann die Gesellschaft im Interesse der Aktionäre bei der Zeichnung andere Werte als den Zeichnungspreis wie etwa andere Wertpapiere und Vermögenswerte als Zahlung annehmen («Sachleistungen»), falls die angebotenen Sachleistungen der Anlagepolitik und dem betreffenden Subfonds entsprechen.

Jeder Erwerb von Aktien gegen Sachleistungen geht in einen Bewertungsbericht ein, der von dem unabhängigen Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft abzufassen ist. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, nach eigenem Ermessen sämtliche bzw. einen Teil der angebotenen Wertpapiere ohne Angabe von Gründen zurückzuweisen. Sämtliche durch diese Sachleistungen verursachten Kosten (einschließlich der Kosten für den Bewertungsbericht, Maklergebühren, Aufwendungen, Courtagen etc.) gehen zu Lasten des Anlegers.

Im Fall der Emission einer neuen Aktienklasse wird der Erstemissionspreis durch den Verwaltungsrat bestimmt.

Art. 23. Geschäftsjahr. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft endet am 31. März jedes Kalenderjahres. Die Konten der Gesellschaft werden in Euro ausgedrückt. Falls gemäß Artikel 5 der vorliegenden Satzung verschiedene Aktienklassen bestehen und falls die Konten innerhalb dieser Klassen in anderen Währungen ausgedrückt sind, werden solche Konten in Euro umgewandelt und zusammengerechnet, um so die Konten der Gesellschaft zu bestimmen.

Art. 24. Dividenden. Die Zuweisung des Jahresergebnisses sowie sonstige Ausschüttungen werden durch den Verwaltungsrat der jährlichen Hauptversammlung vorgeschlagen und von Letzterer festgelegt.

Jeder Beschluss der jährlichen Hauptversammlung der Aktionäre hinsichtlich der Ausschüttung von Dividenden für die einzelnen Klassen ist zusätzlich einem wie oben dargestellten Mehrheitsbeschluss der Aktionäre der betreffenden Klasse zu unterstellen.

Innerhalb der vom Gesetz vorgesehenen Beschränkungen können Zwischenausschüttungen auf Aktien jeder Klasse auf Beschluss des Verwaltungsrats gezahlt werden. Die Zahlung erfolgt zu Lasten der dieser Klasse zugewiesenen Vermögenswerte.

Es darf keine Ausschüttung vorgenommen werden, falls dadurch das Kapital der Gesellschaft unter das gesetzlich vorgeschriebene Mindestkapital fällt. Die festgesetzten Dividenden werden in denjenigen Währungen an denjenigen Orten und zu denjenigen Zeitpunkten bezahlt, welche der Verwaltungsrat festlegt.

Zudem können Dividenden für jede Aktienklasse eine Zuweisung aus einem Ausgleichskonto umfassen, das gegebenenfalls für die betreffende Klasse geführt wird und auf dem in diesem Fall bei der Emission von Aktien Gutschriften bzw. beim Rückkauf von Aktien Belastungen vorgenommen werden. Die Höhe dieser Zuweisung berechnet sich nach dem diesen Aktien zuzuweisenden aufgelaufenen Ertragsanteil.

Art. 25. Depotbank. Die Gesellschaft wird mit einer Bank einen Depotbankvertrag abschließen, die den Anforderungen des Gesetzes über gemeinsame Anlagen entspricht (im Folgenden «die Depotbank»). Sämtliche Wertpapiere und Barbestände der Gesellschaft sind durch bzw. im Auftrag der Depotbank zu halten. Diese übernimmt gegenüber der Gesellschaft und den Aktionären die gesetzlich vorgeschriebene Verantwortung.

Falls die Depotbank zurücktreten will, wird der Verwaltungsrat sich nach Möglichkeit bemühen, ein anderes Finanzinstitut zu finden, welches die Funktion der Depotbank übernimmt. Daraufhin wird der Verwaltungsrat dieses Institut als Depotbank anstelle der zurücktretenden Depotbank bestellen. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, die Depotbank abzusetzen; die Depotbank darf aber ihres Amtes erst enthoben werden, wenn ein Nachfolger und Stellvertreter gemäß vorliegender Bestimmung bestellt wurde.

Art. 26. Auflösung. Bei Auflösung der Gesellschaft wird deren Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt. Liquidatoren können natürliche oder juristische Personen sein; sie werden von der Versammlung der Aktionäre ernannt, welche die Auflösung vornimmt, und welche deren Befugnisse und Honorare gemäß Luxemburger Recht festsetzt.

Der auf jede Aktienklasse entfallende Nettoerlös aus der Liquidation wird durch den Liquidator den Aktionären jeder Klasse im Verhältnis zu ihrer Position in der betreffenden Klasse zugewiesen.

Die Liquidation eines Subfonds durch zwangsweisen Rückkauf der Aktien muss aufgrund eines Beschlusses des Verwaltungsrates durchgeführt werden, falls diese Liquidation im Interesse der Aktionäre erachtet wird.

1) Des Weiteren ist die Liquidation eines Subfonds durch zwangsweisen Rückkauf der Aktien in folgenden Fällen zulässig:

a). aufgrund eines Beschlusses des Verwaltungsrates, wenn der Nettovermögenswert des betroffenen Subfonds unter 10 (zehn) Millionen Euro oder dem entsprechenden Betrag in einer anderen Währung liegt oder

b). aufgrund eines Beschlusses einer Versammlung der Aktionäre des betreffenden Subfonds. Die Anforderungen an das Quorum bzw. die Mehrheitsverhältnisse gemäß Luxemburger Gesetz hinsichtlich Anpassungen der Satzung gelten auch für diese Versammlungen. In diesem Zusammenhang ist die Gesellschaft ermächtigt, nach einer Anzeigefrist an die Aktionäre von dreißig Tagen einen zwangsweisen Rückkauf aller Aktien der betreffenden Klasse vorzunehmen. Dieser erfolgt zum Nettovermögenswert (unter Einbezug der tatsächlichen, bei Auflösung der Anlagen erzielten Preise und der entsprechenden Kosten) an demjenigen Berechnungstag, an welchem dieser Beschluss in Kraft tritt.

Besitzer von Namensaktien sind schriftlich zu benachrichtigen. Die Gesellschaft wird Besitzer von Inhaberaktien durch Veröffentlichung eines Rücknahmebescheides in den vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Zeitungen benachrichtigen, es sei denn, sämtliche Aktionäre und ihre Adressen seien der Gesellschaft bekannt.

2) Unbeschadet der Befugnisse des Verwaltungsrates, kann die Hauptversammlung der Aktionäre einer bestimmten Klasse in Übereinstimmung mit den Bestimmungen zu Quorum und Mehrheitsverhältnissen gemäß Artikel 11 der vorliegenden Satzung beschließen, das Kapital der Gesellschaft durch Annullierung sämtlicher Aktien der betreffenden Klasse herabzusetzen und Aktionären am Ausschüttungsdatum die entsprechenden Erlöse auszuschütten.

3) Der Verwaltungsrat bzw. die Hauptversammlung der Aktionäre eines Subfonds kann auch beschließen, die Aktiven dieses Subfonds einem anderen bestehenden Subfonds zuzuweisen oder den betreffenden Subfonds in einen anderen luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen gegen Emission von Aktien bzw. Anteilen des Letzteren einzubringen, welche an die Besitzer der Aktien des vorgenannten Subfonds zu emittieren sind.

Ein solcher Beschluss wird durch die Gesellschaft veröffentlicht, die Veröffentlichung hat Informationen über die neuen Aktienklassen bzw. den betreffenden Organismus für gemeinsame Anlagen zu beinhalten. Diese Veröffentlichung erfolgt einen Monat vor dem Datum, an dem die Zusammenlegung oder Fusion in Kraft tritt, damit die Aktionäre der betreffenden Aktienklasse(n) vorab den Rückkauf ihrer Aktien ohne Kostenfolge, mit Ausnahme etwaiger bei Rücknahme fällig werdender Verkaufsgebühren, verlangen können.

Es gibt keine Quorumvorschriften für eine Hauptversammlung, welche die Zusammenlegung von mehreren Aktienklassen innerhalb der Gesellschaft beschließt; Beschlüsse in diesem Zusammenhang werden durch einfache Mehrheit der an dieser Versammlung vertretenen Aktien getroffen.

Beschlüsse auf der Tagesordnung einer Hauptversammlung hinsichtlich der Einbringung eines Sondervermögens aus Aktiven und Passiven in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen unterliegen den Anforderungen an Quorum und Mehrheitsverhältnisse gemäß Artikel 11 der vorliegenden Satzung.

Falls eine Zusammenlegung mit einem Anlagefonds («fonds commun de placement») bzw. einem im Ausland ansässigen Organismus für gemeinsame Anlagen geplant ist, ist der entsprechende Beschluss nur bindend für diejenigen Aktionäre, welche diesem Vorschlag zugestimmt haben.

Art. 27. Satzungsänderung. Die vorliegende Satzung kann von Zeit zu Zeit durch eine Hauptversammlung der Aktionäre unter Beachtung der Vorschriften des Luxemburger Rechts über Quorum und Abstimmungen geändert werden. Eine Änderung, welche die Rechte der Aktionäre einer Klasse gegenüber Aktionären anderer Klassen beeinträchtigt, ist außerdem von Versammlungen der Aktionäre der betroffenen Klasse unter Beachtung dieser Quorum- und Mehrheitserfordernisse zu genehmigen.

Art. 28. Verschiedenes. Sämtliche nicht von der vorliegenden Satzung abgedeckten Punkte sind nach dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über Spezialfonds sowie dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und den entsprechenden Ergänzungen festzusetzen.

Dieses Beschluss würde wie folgt angenommen:

150.000,- Aktien stimmten dafür

0,- Aktien stimmten dagegen

54485,- Aktien enthielten sich.

Vierter Beschluss

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Senningerberg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: O. Eis, P. Steinmetz, I. Hofer et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 08 avril 2013. LAC/2013/15969. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-.

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 avril 2013.

Référence de publication: 2013048164/759.

(130058905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

GMT Global Multi-Strategy, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 17.500,00.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 130.210.

Extrait des résolutions du Conseil de gérance prises par voie circulaire le 31 mai 2012:

- Le Conseil de gérance prend note de la démission de Monsieur Michel Réthoret et approuve son remplacement par Mr David Arnaud avec date d'effet au 31 mai 2012 jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2013.

En conséquence, le Conseil de gérance se compose comme suit:

- Monsieur Thierry ROUSSEL, Gérant de type A;

- Monsieur David Arnaud, Gérant de type B, résidant professionnellement Chemin de Joran, 6A, CH-1260 Nyon, Suisse.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013045565/16.

(130055838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

BlueMountain Montenvers FF SCA, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 176.344.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-sixth of March.

Before us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing at Luxembourg.

There appeared:

1.- BlueMountain Capital Management, LLC, a limited liability company formed under the laws of Delaware, having its registered office 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, County of New Castle, Delaware 19808, registered with the Delaware Secretary of State

2.- BlueMountain Montenvers GP S.à r.l, a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 6D Route de Treves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg, which registration with the Luxembourg trade and companies register is pending,

hereafter named "the appearing party",

both here represented by Marjorie André, Avocat, whose professional address is Luxembourg, by virtue of two powers of attorney, which proxies remained attached and have been registered with the incorporation deed of the company

named BlueMountain Montenvers FF S.C.A., Société en commandite par actions, with registered office: 6D, route de Treves - L-2633 Senningerberg, signed on January 18, 2013 before Maître Martine SCHAEFFER, deed number 80 of her Répertoire and registered with the Administration de l'Enregistrement et des Domaines de Luxembourg, Actes Civils, on the 25th of January 2013 with the relation LAC/2013/3739, not yet deposited at the Luxembourg Register of Commerce and Companies.

The appearing party representing the entire share capital of the Company, explained to the notary that due to an error, the registered office in Article 2.1. of the Articles of Incorporation was wrong mentioned as Luxembourg instead of Niederanven.

As a consequence Article 2.1. should read in its English version as follows:

2.1. The Company's registered office is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the General Partner. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of Shareholders (the General Meeting), acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

The appearing party require the undersigned notary to make this rectification and to file a notice at the Luxembourg Register of Commerce and Companies.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof this deed is drawn up in Luxembourg on the year and day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, she signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-six mars.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg,

ONT COMPARU:

1.- BlueMountain Capital Management, LLC, une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Delaware, dont le siège social se situe à 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, County of New Castle, Delaware 19808, inscrite au Delaware Secretary of State,

2.- BlueMountain Montenvers GP S.à r.l., une société régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social se situe au 6D, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg, en cours d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

ci-après nommées «la partie comparante»,

les deux ici représentées par Marjorie André, Avocat, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu de deux procurations, lesquelles sont restées annexées et ont été enregistrées avec l'acte de constitution de la société BlueMountain Montenvers FF S.C.A., société en commandite par actions, avec siège social au: 6D, route de Trèves - L-2633 Senningerberg

signé le 18 janvier 2013 pardevant Maître Martine SCHAEFFER, numéro 80-2013 de son répertoire et enregistré à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines de Luxembourg, Actes Civils, le 25 janvier 2013 sous la relation LAC/2013/3739, non encore déposée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

La partie comparante, représentant la totalité du capital social de la Société, a expliqué au notaire que, suite à une erreur matérielle, le siège social de la société à l'article 2.1. des statuts a été éronément indiqué comme Luxembourg au lieu de NIEDERANVEN.

En conséquence l'Article 2.1. des statuts doit être lu en sa version française comme suit:

2.1. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision de l'Actionnaire Commandité. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des Actionnaires (l'Assemblée Générale), selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Les parties comparantes requièrent le notaire de faire cette rectification et accomplir toutes formalités y relatives auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. A la demande de la partie comparante, en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, ce dernier a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. André et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 27 mars 2013. LAC/2013/14224. Reçu douze euros (EUR 12,-).

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 avril 2013.

Référence de publication: 2013044277/81.

(130054319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2013.

Interstate Europe, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 50.000,00.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 69, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 141.872.

Extrait de la résolution de l'associé unique de la Société en date du 28 février 2013

En date du 28 février 2013, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

D'accepter la démission de la personne suivante:

- Madame Julie Anne Pangelinan en tant que gérante de type A avec effet au 25 février 2013.

De nommer la personne suivante en tant que gérante de type A de la Société:

- Madame Carrie McIntyre, née le 7 avril 1971, dans le Maryland, Etats-Unis d'Amérique, résidant professionnellement au 4501 N. Fairfax Drive, Suite 500, Arlington, VA 22203, Virginie, Etats-Unis d'Amérique, avec effet au 28 février 2013 et pour une durée indéterminée.

Dorénavant, le conseil de gérance de la Société se compose des personnes suivantes:

Gérants de type A:

Monsieur Christopher Bennett

Madame Carrie McIntyre

Monsieur James Robert Abrahamson

Gérants de type B:

Monsieur Pieter-Jan van der Meer

Monsieur Philippe van den Avenne

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 avril 2013.

Interstate Hotel Management System - Interstate Management Services S.e.n.c

Référence de publication: 2013046172/27.

(130056551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

MW Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 66, boulevard Napoléon 1er.

R.C.S. Luxembourg B 172.600.

Rectificatif de l'extrait déposé le 09/04/2013 L-130055379

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration du 08 avril 2013

- Monsieur Aurélien WIES, employé privé, né à Villerupt (France) le 27/08/1982, demeurant à L-2210 Luxembourg 66 bvd Napoléon premier,

- Madame Isabelle SCHAEFER, employée privée, née à Thionville (France) le 02/01/1968, demeurant à L-2210 Luxembourg 66 bvd Napoléon premier,

- Madame Kahrien LERBS, employée privée, née à Arlon (Belgique) le 26/07/1969, demeurant à L-2210 Luxembourg 66 bvd Napoléon premier,

démissionnent de leur poste d'administrateurs et sont cooptés, en leur remplacement:

* Monsieur LAZZARIN André, directeur financier, né le 15/12/1964 à Luxembourg, demeurant à L-3636 Kayl 26, rue de l'Eglise;

* Monsieur BUGALA Gabriel, ingénieur, né le 16/10/1966 à Woippy (France) demeurant à L-4361 Esch/Alzette 12 ave du Rock 'N Roll

* Monsieur VASSEUR Alain, consultant, né le 24/04/1958 à Dudelange (Luxembourg), demeurant à L-8277 Holzem 3 rue de Mamer.

jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de 2017.

- La société FIDUCIAIRE INTERCOMMUNAUTAIRE Sàrl, avec siège social à L-2210 Luxembourg 66 bvd Napoléon premier, RCS Luxembourg section B no 67.480,

démissionne de son mandat de commissaire aux comptes et est cooptée, en son remplacement:

Triple A Consulting S.A., avec siège social à L-2156 Luxembourg 2 rue Millegassel, RCS Luxembourg section B no 61.417

Jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de 2017.

Le 08 avril 2013.

Certifié sincère et conforme

Triple A Consulting S.A.

Référence de publication: 2013048050/32.

(130058369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Hadrian S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 159.389.

Changement suivant le contrat de cession de parts du 15 novembre 2012:

- Ancienne situation associée:

Antonine Asset Management LLP 192 parts sociales de classe D

- Nouvelle situation associées:

Parts sociales

1. Elliott International L.P., un limited partnership, enregistré auprès du registre des sociétés des Iles Caïmanes sous numéro CR-10177, agissant par Elliot International Capital Advisors Inc., comme mandataire, autorisé à agir et signer de façon indépendante, et ayant son siège social aux Iles Caïmanes, KY-Grand Cayman,

George Town, South Church Street, bâtiment Uglan House; 115 parts sociales de classe D

2. Elliott Associates L.P., un limited partnership, enregistrée auprès du registre «Secrétariat d'Etat de l'Etat de Delaware» sous numéro 8602340133, agissant par Braxton Associates Inc. comme associécommandité, autorisé à agir et signer de façon indépendante, et ayant son siège social au 1209, Orange Street, Wilmington, DE, 19801, County of New Castle, Delaware, Etats-Unis d'Amérique;

77 parts sociales de classe D

TOTAL 192 parts sociales de classe D

Luxembourg, le 12 avril 2013.

Pour avis sincère et conforme

Pour Hadrian S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013047336/27.

(130057768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Go Between Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée,

(anc. Go Between Services S.A.).

Siège social: L-1631 Luxembourg, 15, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 138.231.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 avril 2013.

Référence de publication: 2013045566/11.

(130055465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.